

défense de Occident

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

DEC 02 1970

PERIODICAL
READING ROOM

AP
L'Insolence juive

F.-H. LEM :

Mort de la liturgie

R 196
J. CHALVIDANT :

Cuba, un fascisme rouge ?

M. COURS :

L'Erotisme, libération ou esclavage ? (II)

Robert Brasillach, vingt-cinq ans après

Vient de paraître

F. - H. LEM

*Sur les chemins
de la peinture :*

C É Z A N N E

La plus complète, la plus scientifique des études parues jusqu'à ce jour sur Cézanne : avec un calendrier de ses œuvres présentant une datation entièrement nouvelle.

Avec 35 reproductions hors-texte.

Un volume in-16 Jésus, 220 pages 25 F

LE PRIEURE

68, rue de Vaugirard, Paris (6^e) - C.C.P. 2182-19 Paris

AP
20
D3
n. 5
no.

D.
F.-H.
J. C.
Mic
v
J. C.

LA
/

LA
Y
P
L
L

DC
6

13,

AP
20
D32
n.s.
no.87-93

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 18^e année

Janvier-Février 1970 — N° 87

SOMMAIRE

D. O. : <i>L'Insolence juive</i>	3
F.-H. LEM : <i>Mort de la liturgie</i>	13
J. CHALVIDANT : <i>Cuba : un fascisme rouge?</i>	31
Michel COURS : <i>L'Erotisme : libération ou esclavage?</i> (II)	43
J. CHELDON : <i>Le Naufrage du droit international</i> (I).	56



LA CHRONIQUE DES ARTS DE F.-H. LEM : <i>Un hommage abusif : Marc Chagall au Grand-Palais</i> ..	63
---	----

LA CHRONIQUE DES LIVRES de J.-P. Roudeau et Y. Beuzec (Général Charbonneau ; Max Gallo ; Delperrier de Bayac ; Saint-Loup ; Posters de Mussolini ; Brasillach ; José-Antonio. Disques de la collection : <i>Hommes et faits du xx^e siècle</i> . Lo Cicero).	68
--	----



DOCUMENTS : <i>Robert Brasillach vingt-cinq ans après</i>	78
---	----

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. — 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande : 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.

L
qui
le
nal
qu
inv
jus
Jui
qui
qu'
en
à l
per
ses
Laz
et
fidè
des
nion
offi
leur
L
tra
plus
liés
prat

L'Insolence Juive

Défense de l'Occident compte parmi les rares revues qui ont eu, depuis plusieurs années, le courage de poser le problème juif et de le poser dans des termes raisonnables. Jean-Paul Sartre a écrit un livre pour prouver que les Juifs n'existaient pas. Selon lui, le Juif était une invention des antisémites. On pourrait soutenir tout aussi justement que l'antisémitisme est une invention des Juifs. Car, il n'y a guère de prétendus « antisémites » qui ne montrent beaucoup d'affection à leur « bon Juif » qu'ils exceptent des défauts qu'ils reprochent aux Juifs en général. Les groupes qui ne cachent pas leur méfiance à l'égard de certaines tendances de l'esprit juif n'échappent même pas à cette règle : l'*Action Française* avait ses « bons Juifs », en tête desquels marchait Bernard Lazare, les Allemands avaient leurs « Juifs d'honneur », et l'un des amis auquel Otto Abetz resta longtemps fidèle fut le banquier Weil-Curiel, pour ne pas parler des marchands de métaux ferreux, plus connus de l'opinion, et de quelques Juifs d'affaires qui recevaient les officiers de la Gestapo avec une belle photo d'Hitler sur leur bureau.

Les distinctions que l'on est amené à faire lorsque l'on traite du problème juif sur le plan politique sont encore plus significatives. Ceux qui regardent les Juifs comme liés inévitablement à l'esprit de discrimination politique pratiqué par la Résistance ont probablement raison :

néanmoins, comme ils ne peuvent pas se refuser à l'évidence, ils sont bien obligés de constater que le livre le plus objectif sur l'épuration a été écrit par l'historien Robert Aron qui avait déjà publié sur le « gouvernement de Vichy » une étude inspirée par le souci de rendre justice aux vaincus de la Libération. Cet exemple n'est pas unique. Nous aimons à rappeler dans cette revue le souvenir, malheureusement trop peu connu en France, du libraire juif Victor Gollancz qui, au lendemain de 1945, fut le premier à écrire un livre courageux pour dénoncer les excès et les cruautés de l'occupation alliée en Allemagne, et organisa avec quelques amis des envois de médicaments, de vivres et de vêtements aux familles allemandes alors dénuées de tout, ou encore celui du rabbin Goldstein qui essaya de rétablir la vérité sur l'histoire des camps de concentration en Allemagne et qui paya de sa vie sa courageuse attitude puisqu'il fut assassiné par ses coreligionnaires.

Il y a, à côté de l'esprit juif tourné vers le lucre et l'avidité, un type d'esprit juif épris de justice, qu'il est injuste de méconnaître quand on prétend poser le problème juif dans sa totalité. Sous l'occupation même, les réactions ont été beaucoup plus diverses qu'on ne l'imagine généralement. L'histoire de cette époque a été tellement frelatée qu'on étonne aujourd'hui beaucoup de gens en leur disant qu'il y avait sous l'Occupation, au moins jusqu'en 1942, des Juifs qui n'étaient nullement anti-allemands ni hostiles à la politique du Maréchal Pétain. Les épreuves ne leur furent pas plus épargnées qu'aux autres. Mais quand je pense à certains de mes camarades de promotion de l'Ecole Normale, à Jacques-Gabriel Cahen, si courtois, si timide, si doux, d'une laideur ou d'une politesse également touchantes, ou à Albert Lautman, éminent philosophe des mathématiques qui est mort en déportation, bien qu'il ne se mêlât absolument pas de politique, je puis témoigner qu'il y eut, même à cette époque, des Juifs dont l'esprit était dépourvu de haine et même de parti pris politique. Aujourd'hui encore, il m'est arrivé de recevoir, malgré ma réputation, des marques de sympathie, des appuis même, de journalistes juifs qui n'ignoraient rien de moi ou du moins de ce qu'on leur

avaient
à un
raient
ter
leur
pugn

Ce
lors
para
posit
juifs
des
des
les a
Il es
centr
des
un a
réfug
la po
son
cette
des p
certa
l'atti
de d

No
dans
le p
confi
quem
mino
conna
par u
une
s'aba
mino
se pr
lisme
prop

avait dit que j'étais, et qui ne s'en refusaient pas moins à une hostilité systématique, soit parce qu'ils considéraient que leur conscience professionnelle devait l'emporter sur leurs préférences, soit parce que leur origine et leur éducation ne leur inspiraient aucune espèce de répugnance préconçue envers ma façon de penser.

Ces nuances qu'il est impossible de ne pas introduire lorsque l'on parle du problème juif en général, elles apparaissent encore plus nettement quand on se réfère aux positions prises par certains Juifs ou par certains milieux juifs à l'égard du sionisme. Nous avons déjà parlé ici des articles écrits dans la tribune libre du *Monde* par des Juifs qui prenaient position pour les Arabes contre les ambitions et les violences du gouvernement israélien. Il est difficile de juger de l'ampleur de ces positions excentriques qui sont peut-être purement personnelles. Un des derniers numéros de *Témoignage Chrétien* imprimait un article d'un intellectuel juif qui prenait la défense des réfugiés palestiniens et qui montrait avec force combien la position de l'Etat d'Israël est dangereuse par suite de son intransigeance et de son mépris de la justice. Dans cette question qui divise tout le monde parce qu'elle oppose des préjugés à des préférences, il n'est pas douteux qu'un certain nombre de Juifs ne se reconnaissent pas dans l'attitude que l'Etat d'Israël a adoptée comme une sorte de défi.

Nous avons toujours pris garde à ces nuances lorsque, dans *Défense de l'Occident*, nous prenions position sur le problème juif. Ces considérations ne font que nous confirmer dans la conviction que les Juifs sont périodiquement mis en péril comme peuple par l'insolence d'une minorité turbulente qui tient trop de place et ne se fait connaître que par son esprit de haine et de vengeance, par une sorte d'incapacité congénitale à se maintenir sur une ligne de sagesse et de modération. Si le malheur s'abat encore une fois sur le peuple juif, c'est à une telle minorité qu'il en sera redevable : les têtes brûlées qui se précipitent sans réflexion dans une guerre d'impérialisme et de brigandage au Moyen-Orient ont dans nos propres pays leurs équivalents parmi les Juifs de presse,

du barreau, de la radio, des affaires, qu'on voit trop, qu'on entend trop et qui finalement contribueront à déchaîner une catastrophe sur la tête de ceux-là même qu'ils veulent protéger.

*
**

Cette insolence d'une minorité juive, elle n'a jamais été plus sensible que dans les semaines qui viennent de s'écouler. Les Juifs ont déjà le malheur d'incarner devant l'opinion le mercantilisme, l'avidité et l'égoïsme de la société de consommation en laquelle nous vivons. Cela ne suffit pas aux agités qui se sont introduits dans le journalisme, la radio, les organes de presse dont dépendent l'opinion. Ceux-là, il faut encore qu'ils se montrent partout, qu'ils vendent sur toutes les antennes, dans tous les journaux, l'amour, le respect, l'adoration du Juif et qu'ils se déchaînent pour placer leur « image de marque » avec une espèce d'hystérie et d'exhibitionnisme également scandaleux. Depuis deux mois, ces spécialistes du marketing vendent leur drogue en alternant les cris de désespoir et les hurlements de triomphe sans se rendre compte que cette apologie éternelle du Juif obtient un résultat exactement opposé à celui qu'ils devraient chercher : ils montrent le Juif, ils le désignent, *ils font exister le Juif*, alors que tout le but de la politique juive devrait être de faire oublier le Juif, d'obtenir que tout le monde oublie, ne sache même pas ce que c'est qu'un Juif, d'effacer le concept de Juif.

Je me souviens de mon étonnement, à l'âge de quatorze ans, lorsqu'on m'apprit que l'un de mes petits camarades était Juif. Ce terme ne représentait rien pour moi et je mis beaucoup de temps à le regarder comme une particularité. Dans le petit chef-lieu de canton où je vivais, ni mes parents, ni les amis de mes parents, qui étaient pourtant des radicaux bon teint à qui l'on avait parlé de l'affaire Dreyfus, n'avaient cette idée de Juif, ne faisaient une discrimination envers quelqu'un qui était juif (il n'y en avait d'ailleurs pas dans la localité) et quelqu'un qui ne l'était pas. Cette bienheureuse igno-

rance fut plus répandue qu'on ne le pense jusqu'aux environs des années 1930. Elle devrait être le but de toute politique juive. Il est incompréhensible qu'un groupe qui se plaint de la discrimination, qui proteste contre toute forme de discrimination et contre la notion elle-même, se donne tant de mal pour établir cette discrimination dans des esprits où elle n'existait peut-être pas.



Le vacarme de la retraite aux flambeaux menée en l'honneur de la politique juive, de la puissance juive, des intellectuels juifs, n'a cessé de grossir depuis vingt ans, mais il est arrivé avec la guerre d'Israël à une espèce de paroxysme. Pendant vingt ans, la propagande juive fut une hagiographie, pour ainsi dire, négative. Ce qu'on s'attachait à mettre en valeur (par une falsification des chiffres), c'était les souffrances subies par le peuple juif (légende des six millions de Juifs morts dans les camps, alors qu'en réalité les travaux les plus sérieux, comme on peut s'en assurer par les livres de Paul Rassinier, limitent à 900.000 environ le chiffre des victimes juives de la guerre, chiffre très inférieur à celui des pertes subies par les Allemands ou les Russes). On s'appliquait à faire naître de ces souffrances un énorme crédit moral et financier dont le peuple juif tout entier, dans ses différentes parties et sous ses différentes formes, devait être le bénéficiaire. L'accompagnement de ce film « historique » continuellement repassé à dates régulières dans tous les cerveaux, était un album édité par la même firme et consacré à la vie édifiante des intellectuels juifs et des grands savants juifs, laquelle avait pour résultat de porter au pinacle et de présenter comme des phares rayonnants de l'Humanité un esprit faux comme Freud, ou un faux savant comme Einstein, qui n'a fait que profiter des découvertes des mathématiciens qui l'avaient précédé : opération plus généralement étendue à l'ensemble de la vie intellectuelle par l'affirmation d'une hiérarchie des écrivains et des « penseurs » qui avait pour objet

d'attribuer l'exclusivité de la sensibilité, du cœur, du génie, à tous les écrivains ou artistes juifs, ou à ceux qui s'étaient fait les serviteurs du lobby juif.

A ce « montage » tout à fait parallèle à celui qui est fait dans le même domaine en Russie soviétique, où les braves gens croient naïvement au « génie » des écrivains qui figurent sur la liste officielle et ignorent tranquillement les autres, s'est substitué, depuis l'agression des Etats arabes par Israël, un chant triomphal qui ne se contente plus d'élever un chœur majestueux autour des vertus et de l'excellence du Juif, mais qui emploie les trompettes pour sonner la charge, et faire retentir autour de la nouvelle puissance juive la musique allègre du triomphe. Quiconque lit avec sang-froid ou simplement avec un esprit logique les événements de l'actualité ne peut éviter de constater qu'Israël est non seulement un Etat pirate, mais un Etat qui n'a pas cessé de se conduire contrairement aux lois de la guerre, et tout particulièrement contrairement aux principes au nom desquels les Alliés ont prétendu faire régner la justice entre les nations. Que ce soient des raids, des bombardements, des destructions en temps de paix ou d'armistice, des règlements de compte, enlèvements de personnes, séquestrations et assassinats juridiques, employés à l'égard de particuliers, ou des actes de piraterie officielle comme l'enlèvement des vedettes abritées dans le port de Cherbourg, il n'est aucun acte accompli par l'Etat d'Israël, officiellement, sans la moindre dissimulation, qui ne soit en contradiction avec le droit des gens et qui ne devrait, en bonne logique, amener les généraux israéliens au gibet même où ils ont réclamé eux-mêmes qu'on fît pendre les généraux allemands.

Cette attitude contraire au droit des gens, les serviteurs de la presse juive, professionnels de l'indignation pendant vingt ans, l'applaudissent aujourd'hui et la présentent comme de bons tours inoffensifs, comme d'aimables plaisanteries, dont on s'étonne qu'elles ne dilatent pas la rate de tous les spectateurs. Cette impunité de l'Etat d'Israël acceptée par tous ces prétendus défenseurs de la justice, de l'humanité, du droit des peuples

à disposer d'eux-mêmes, c'est la preuve flagrante de l'immoralité profonde et de l'hypocrisie de la grande presse d'aujourd'hui. L'Etat pirate, l'Etat du crime peut tout se permettre : rien n'est piraterie, rien n'est crime chez lui parce qu'il est l'Etat des Juifs. A ceux qui prétendent que tous les circuits de la vie intellectuelle et politique dans notre pays sont entre des mains juives, on répond en leur citant des noms de gens qui ne sont pas juifs et qui jouent dans la politique ou dans le journalisme un rôle important. Mais rien ne fait mieux comprendre que cette volte-face combien ces derniers sont entièrement entre les mains des Juifs. On ne tolère leur pouvoir, on ne favorise leur carrière, on ne leur donne des « places » que parce qu'ils sont les porte-parole des intérêts juifs.

Cette ombre du monde juif, de l'intérêt juif, elle domine toute chose, même dans les domaines et sur les sujets les plus imprévus. Notre sensibilité devant le destin du Biafra, nos cris devant le génocide n'ont pas d'autre origine que l'assimilation que font la plupart de la minorité biafraise à l'Etat d'Israël. Ils ne sont si émus des malheurs du Biafra que parce qu'ils peuvent être un jour les malheurs des Juifs.

Tout cela, je le répète, les Juifs dans leur ensemble n'en doivent pas être tenus nécessairement pour responsables. Un délestage n'en serait pas moins souhaitable. Un des gestes par lesquels le gouvernement s'assurerait le plus sûrement l'appui d'une grande partie de l'opinion serait la relève d'un certain nombre de Juifs de choc des poste-clés qu'ils occupent aujourd'hui. Les journaux du lobby juif pousseraient sans doute des cris indignés, mais le gouvernement aurait l'avantage de se débarrasser de quelques saboteurs et les gens raisonnables verraient avec plaisir reculer l'hystérie et la menace de guerre qu'elle entraîne.

Que les Juifs comprennent, avant qu'il ne soit trop tard, que les cris de haine et de triomphe que certains d'entre eux poussent en ce moment se retourneront un jour contre eux tous ; que l'impudence avec laquelle ceux qui affectent de parler en leur nom applaudissent aux crimes, aux massacres, aux atrocités, aux actes les

plus contraires aux lois de la guerre leur sera un jour rappelée ; et que si des applaudissements unanimes saluent un jour la défaite d'Israël, c'est aux amis indiscrets et hystériques d'Israël qu'ils seront dus principalement.

*
**

Le véhicule principal de cette hystérie juive est de plus une idée impopulaire entre toutes, contraire à la nature et à l'évidence, la frénésie de l'antiracisme. Cette extravagante religion nouvelle qui débouche sur la drogue, la pornographie et le crime, est l'absurde cheval de bataille que les Juifs de choc se sont mis en tête d'enfourcher. Et leur aveuglement n'est pas moins merveilleux sur ce point, favorisé, il est vrai, par l'imbécillité générale de l'opinion et la complicité de tout ce qui compte dans le régime qui les encourage à caracoler en beaux tours de piste sur cette monture dégoûtante. Un journal de l'Est, que l'un de nos lecteurs nous communique, décrivait devant quel parterre officiel le dénommé Pierre Bloch, qu'on dut mettre à la porte comme un domestique indélicat pour les irrégularités qu'il avait commises dans sa gestion de la S.N.E.P., avait célébré la fondation à Strasbourg d'une section du M.R.A.P., le mouvement officiel de l'antiracisme, qu'il dirige avec la collaboration d'un certain nombre d'autres Juifs de choc. Pour honorer cette section d'un mouvement *privé* utilisé de plus comme groupe de pression de certains intérêts politiques, toutes les autorités officielles s'étaient fait représenter, depuis le Préfet jusqu'aux différents maires du département, sans en excepter même le recteur Bayen qui avait jugé indispensable d'envoyer un représentant. Telle, est non pas le respect, mais la vénération profonde avec laquelle on salue la fondation d'une paroisse de cette nouvelle Eglise, dont les Juifs sont à la fois les Pères et les desservants. Pourquoi se gêneraient-ils alors ? Faut-il s'étonner que le grand rabbin de France ait l'outrecuidance de faire connaître officiellement au gouvernement, par un communiqué que tous les journaux ont respectueusement publié, que les prières dites habituelle-

ment dans les synagogues françaises pour la prospérité de la nation seraient désormais supprimées en raison de l'attitude prise par le gouvernement sur la question israélienne, c'est-à-dire sur un problème de politique étrangère sur lequel le gouvernement a la prérogative de décider quelle est la politique la plus conforme à l'intérêt français ? Mais ces impudences ne surprennent personne : c'est Bossuet tonnante en chaire.

Là encore, l'aveuglement confond. L'hystérie antiraciste sera aussi funeste aux Juifs que la danse du scalp qu'ils mènent autour de la guerre israélo-arabe. Comment ne s'aperçoivent-ils pas que cette position doctrinale est directement en contradiction avec les hourras, dont leurs porte-parole abusifs saluent chacune des victoires d'Israël, car ils poussent à l'antiracisme chaque fois qu'il s'agit de détruire, mais quand il s'agit d'eux, ils sont plus racistes que personne ? Mais ce n'est pas seulement la contradiction provisoire qu'il y a entre cette doctrine et les actes que les Juifs de presse approuvent qui est lourde de conséquences ; c'est la position elle-même qu'ils ont choisie. L'antiracisme est une maladie d'intellectuel, une hystérie de « têtes d'œufs », condamnée à brève échéance beaucoup plus sûrement que la société de consommation sur laquelle elle se greffe. Condamnée à un double titre : d'abord, parce qu'elle méconnaît une évidence accessible à tous, une différence de peau, de manière de vivre, de mentalité que personne ne peut nier, et que l'opinion, surtout l'opinion populaire ressent avec force ; et d'autre part, parce que le redressement moral sans lequel il n'y a pas d'avenir pour notre civilisation ne peut se faire qu'en réaction contre les maladies morales que l'antiracisme entraîne avec lui, la drogue, la perversion, la criminalité.

Des deux côtés les Juifs perdront parce qu'ils laissent quelques croupiers fanatiques et aveugles les prendre comme mise et risquer l'avenir de la population juive sur les chevaux dopés de l'écurie antiraciste et de l'écurie sioniste. Des deux côtés ils perdront après une période de faux triomphe plus ou moins courte dont ils n'auront pas su éviter les dangers. Jupiter rend fous ceux qu'il

veut perdre, mais il perd tout aussi bien en se bornant à frapper de folie quelques moutons enragés qui entraînent par-dessus le bord le troupeau des moutons paisibles. L'insolence juive conduira les Juifs où elle les a toujours conduits dans le passé, mais on aura dit tant de sottises en leur nom qu'il n'est pas sûr qu'ils arriveront éternellement à nous apitoyer sur leurs malheurs.

D. O.

Une erreur matérielle nous a conduit à présenter M. Dominique Venner comme étant l'auteur de l'article sur la « dénazification » publié dans notre numéro de novembre 1969, et cela, en raison d'une similitude d'initiales. Nous nous en excusons auprès de lui et auprès de l'auteur de cette étude.

S
litu
se
pré
pro
con
liée
loir
tue
con
dog
me
dar
séc
tra
but
me
gile
en
mu

Mort de la liturgie

« Cherchez le royaume de Dieu et sa justice et le reste vous sera donné par surcroît ».

Luc : XII-31

Sujet grave et délicat que celui de la réforme de la liturgie. Par cette réforme, qui se veut une rénovation, se manifeste le plus ostensiblement cet *aggiornamento*, préoccupation majeure du Concile Vatican II, ayant ses prolongements, on peut dire quotidiens, dans ce prurit contestataire qui agite et bouleverse l'Eglise. Elle paraît liée aux sollicitudes œcuméniques. Mais ces sollicitudes, loin d'apparaître comme une émanation de la vie spirituelle profonde du christianisme, en deçà et au-delà des confessions, des dissidences, des partitions affectant le dogme et la discipline, apparaissent bien davantage comme les manifestations de *ce modernisme* qu'avaient condamné les encycliques pontificales, de cette entreprise de sécularisation des églises chrétiennes, rompant avec leurs traditions millénaires. Elles semblent n'avoir d'autre but que de substituer au royaume de Dieu et à ses promesses ce royaume terrestre à l'encontre duquel l'Evangile fut annoncé. Nos réformateurs ne semblent y avoir en vue que l'organisation d'une vaste société de secours mutuel, d'une coopérative à l'échelle du monde dit civi-

lisé à des fins sociales et économiques, ayant perdu de vue les objectifs essentiels, religieusement les seuls valables, qui concernent la sanctification des âmes.

A cela, tend, hélas ! l'activisme de ces prêtres, de ces religieux, de ces laïcs bien intentionnés, en concurrence avec celui des militants athées des diverses obédiences politiques, auxquels ils prétendent retirer leur clientèle en les battant sur leur propre terrain : celui de la satisfaction des besoins physiques et des appétits matériels, confondant altruisme et charité. Et par une assez étrange permutation des valeurs, ces militants, avec lesquels ils sont entrés en concurrence, ont emprunté leur foi, leur mysticisme dans leurs tentatives de réalisation d'une société idéale, qui n'est pas *la Cité de Dieu* mais une société parfaite de termites humains, dans laquelle chaque participant serait réduit à ses fonctions sociales, au service exclusif de l'Etat assumant les responsabilités et les finalités.

*
**

Il est assez étrange de constater combien les meilleurs esprits s'y méprennent, non pas tant sur le choix des moyens, qui tous ressortissent à un pragmatisme inéluctable dès l'instant où ils s'insèrent dans un complexe temporel, mais sur les buts assignés à leur action religieuse, négligeant ou oubliant ce principe fondamental : que toute entreprise humaine doit trouver ses justifications dans les fins qu'elle se propose ; qu'à la base de toute éthique — qu'elle soit religieuse par ses recommandations ou seulement philosophiques en ses élucidations — il y a *l'intention*, l'intention liée à la notion même de responsabilité, déterminant celle de culpabilité comme celle de mérite, donnant à tous nos actes, quels qu'en soient les objectifs apparents, leur signification réelle.

Si en d'innombrables domaines il est indispensable d'avoir recours à ce critère d'appréciation de la valeur de nos attitudes et de nos comportements, c'est dans la liturgie (1), manifestation capitale de la vie spirituelle

(1) *Leitos ergon* : acte public.

communautaire, dans ses pratiques et ses normes, qu'il faut chercher le signe le plus évident de la réalité et de l'efficacité de notre vie religieuse. Or il suffit d'assister à un office où que ce soit, de suivre la célébration de nos messes télévisées, et pour peu qu'on ait le souvenir ou la juste notion de cérémonies s'ordonnant et se déroulant dans une ambiance de ferveur, on peut mesurer la différence existant entre une liturgie traditionnelle, accomplissement des mystères chrétiens, chargée de symboles et de sens, en laquelle chaque participant trouve avec un aliment spirituel une leçon, et nos caricatures de liturgies, abrégées, tronquées, travesties, offrant le plus hétéroclite mélange de gestes, de lectures, de chants, de musiques où la vulgarité le dispute à l'incohérence, quand ce n'est pas au non sens.

Il y eut sous les pontificats de Léon XIII, de Pie X, ce grand et saint pape qui voulait « *que le peuple chrétien priât sur de la beauté* », de Pie XI, de Benoît XV une incontestable renaissance de la liturgie, qui s'était dès longtemps amoindrie, effacée, en partie perdue, dans la désacralisation progressive des sociétés modernes. Des tentatives de restauration chargées des plus belles promesses avec celle du chant grégorien, œuvre admirable des Bénédictins de Solesmes, basée sur des travaux d'exégèse scripturaire et de musicologie. Il y eut, corrélativement et sur le plan architectural et esthétique, faisant suite aux entreprises de sauvegarde et de restauration du patrimoine architectural et artistique, conduites sur le plan profane par une élite d'archéologues et d'artistes, un mouvement de rénovation parallèle et l'Art sacré, de retour à ses traditions, à ses sources les plus hautes et les plus pures ; les Dominicains se firent sinon les promoteurs du moins les auxiliaires très actifs, s'ils ne furent pas toujours les plus éclairés, de cette œuvre nécessaire et qui pouvait être spirituellement si féconde.

On pouvait, il y a encore une trentaine d'années, nourrir les meilleurs espoirs quant à la suite de ce mouvement, déterminant pour l'avenir même de l'Eglise. Alors que le clergé séculier avait dans son ensemble et depuis assez longtemps déjà manifesté les plus étranges et les plus constantes ignorances en ce domaine, il était per-

mis de penser que les efforts de tant de pionniers s'attachant à remettre en honneur les fonctions liturgiques par lesquelles se manifeste la vie de l'Eglise, la communion de ses fidèles, gage et promesse de ses destinées, allaient enfin connaître les plus sûrs aboutissements. On ne pouvait s'attendre, en dépit des événements ayant bouleversé le monde, à une telle rupture, ni à un tel recul et ceci à l'occasion même d'une tentative de réforme exemplaire dans l'Eglise, réforme ayant pour mobile une volonté de purification, d'ouverture sur les masses dans un esprit de charité, de retour au message évangélique en ce qu'il a de plus essentiel. Et pour reprendre le propos, prêté au Cincinnatus de Colombey, lors des Journées de mai 1968, on pouvait espérer « *des réformes mais non la chienlit* ».

On assistait à ce débat paradoxal entre réformistes et intégristes, soucieux l'un et l'autre de promouvoir et de maintenir l'Eglise du Christ, tout en s'opposant radicalement dans les moyens, au risque de déchirer, une fois de plus, la tunique sans couture pour s'en revêtir séparément, chacun s'affirmant comme aux temps les plus sombres de l'hérésie les champions d'une vérité sans partage. Sans entrer dans le débat, et à s'en tenir aux conséquences pratiques de ce conflit dont l'issue reste incertaine, il est permis d'en dégager une leçon. Cette leçon fait apparaître une confusion fondamentale, on peut dire théologique. Les partis pris, les intransigeances cédant à peine devant l'autorité pontificale — bientôt réduite, si on n'y prend garde, à un rôle d'arbitre dans un concile permanent des églises s'administrant et se guidant selon les principes de la plus pure démocratie parlementaire — montrent à quel point les théologiens, dans leurs tentatives d'accommodation du dogme aux concepts scientifiques et philosophiques, se sont trouvés infectés par leurs postulats, cédant aux pressions de la *phénoménologie*, du *pragmatisme* et de la *dialectique*. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'une remise en cause de toute la métaphysique chrétienne, de *cette philosophie thomiste* qui avait été si longtemps la pierre d'assise de la pensée chrétienne, en liaison intime avec le dogme, les affirmations et propositions du Symbole de Nicée, où

se trouvent énoncées les vérités de foi, celles qui constituent le ciment de l'unité, le point de convergence de toutes les consciences fidèles.

*
**

Le propre des vérités spirituelles et des mystères chrétiens, c'est de proposer un ensemble de vérités tel que chacun, selon son degré d'avancement intellectuel, puisse y trouver un port d'attache, une certitude exempte d'inquiétudes, suffisante en tout cas par les enseignements qui s'en dégagent, bien que pouvant aller s'élargissant et s'approfondissant au fur et à mesure que s'opèrent des prises de conscience plus aiguës et plus hautes chez le croyant. A la différence des vérités scientifiques, sujettes à de perpétuelles révisions en dépit et en raison même de leur référence *au principe de raison suffisante*, en dépit de ce fidéisme scientifique dont la plus étrange contradiction est qu'il s'ignore lui-même en cette tranquillité superbe du *savant*, les convictions religieuses, quoique indéfiniment perfectibles selon les conseils de l'Apôtre, voulant « *que notre foi se fonde en raison* », se révèlent toujours satisfaisantes, capables d'apporter à chaque conscience chrétienne, à quelque niveau qu'elle se situe, une certitude et une espérance qu'on peut dire indéfectibles. Mais à partir du moment, où délaissant le domaine de *la foi* pour celui de *la raison suffisante*, tout en prétendant les concilier, la pensée religieuse change d'objectif, elle fait encourir à l'Eglise et à ses fidèles les plus graves périls. Et l'on assiste à ces mascarades intellectuelles et spirituelles, dans lesquelles sont appelés à sombrer les communautés et les personnes, dont nos travestissements liturgiques sont la conséquence la plus directe et le signe le plus évident.

L'erreur capitale, origine de toutes ces divagations, me paraît être de la même nature, procéder du même esprit que celle qui infecte le monde moderne pris dans son ensemble, affectant ce cycle de civilisation dite et voulue *progressiste*, qui est en train de mener d'échec en échec, de catastrophe en catastrophe, les sociétés actuelles à leur perte. Elle résulte de ce machiavélisme politique,

conséquence et reflet d'un pragmatisme intellectuel, dont se recommandent plus ou moins ouvertement tous nos chefs de file, tous nos *leaders*, y compris ceux qui dans la plus formelle des contradictions prétendent concilier les exigences de leur conscience chrétienne et leurs prétendues obligations humaines.

Tant que l'Eglise, se conformant en cela aux prescriptions les plus certaines et les plus déterminantes de la catéchèse et du message évangélique, dont elle assurait la pérennité, s'en tint à la distinction foncière entre le profane et le sacré, réservant et défendant contre toute atteinte ce domaine irréductible de la conscience chrétienne face au monde et à ses servitudes, la mission de l'Eglise, en dépit d'égarements passagers ou de fautes occasionnelles, s'affirma sans contestation sinon sans défaillance. Mais à partir du moment et sous l'action de la pensée protestante, fille du libre examen et de la perpétuelle remise en cause du dogme et des disciplines qui en résultent, on prétendit s'y rapporter à cette justification des moyens par la fin, — dont la proposition luthérienne de la *justification par la foi sans les œuvres* est homothétique bien qu'apparemment contradictoire, — proposition éminemment captieuse, dont tant de bons esprits n'ont pas su se défendre, tant elle leur apparaissait conforme aux exigences de la raison pratique : de ce pragmatisme triomphant, qui est à la racine même de notre civilisation actuelle et de ses conquêtes les plus brillantes, on peut affirmer que le ver était dans le fruit et que le monde tirait à sa perte, j'entends le monde de l'esprit, celui où la primauté spirituelle s'affirme comme principe ambivalent, à la fois cause et conséquence, et où il ne peut y avoir de vérité et de justice que dans la conformité absolue et parfaite des moyens et des fins.

Ainsi s'amorçait le conflit irréductible, primordial, qui est la source de tous les conflits seconds, temporaires, occasionnels, lesquels sont sans issue, car toute réconciliation apparente est la source de conflits et de déchirements futurs, ce que nous montre avec tant d'évidence l'histoire diplomatique, militaire, politique, avec ses perpétuels retours, ses constants réajustements, ses

triomphes suivis de revers, les seconds étant toujours la contre-partie des premiers en une simultanéité et une succession d'effets contradictoires. Ainsi lorsque l'on va au fond des choses et des événements, ce que nous considérons comme le triomphe du bien et de la bonne cause n'est, en fait, et malgré les apparences unilatérales que la négation d'un autre bien et d'une autre bonne cause, manichéisme aux engrenages sans fin. Toujours et dans chaque cas on peut affirmer en reprenant l'adage — « *summum jus, summa injuria* » — plus ce triomphe apparaît éclatant et justifié, plus il a pour contre-partie une somme révoltante d'injustice chez l'adversaire vaincu, dont les aspirations et les motivations étaient aussi légitimes en droit, comme en fait si au lieu de succomber il avait triomphé. Et on pense à cette réflexion si pertinente du Général Malet à ses juges, l'adjurant de désigner ses complices : « *Vous-même, Monsieur le Président, si j'avais réussi* » : cette réussite, postulat le plus évident de tout pragmatisme et au nom duquel ont été sacrifiés tant de victimes.

*
**

Le cancer qui ronge actuellement l'Eglise contestataire est précisément celui d'un pragmatisme outrancier, qui entend se soumettre non seulement les disciplines mais encore les dogmes, ruinant toute communauté spirituelle possible, abolissant jusqu'au principe même de l'Eglise, lui retirant sa signification, jusqu'à sa raison d'être et sa mission. Pragmatisme des prêtres ouvriers, de nos prêtres boys-scouts, de tous ces séculiers en rupture de discipline, rejetant avec la soutane, vêtement de dignité et de signification liturgique, la fidélité à leurs vœux. Pragmatisme de tant de prêtres contestataires refusant le célibat ecclésiastique, — ce qui n'est pas neuf, luthériens et calvinistes l'avaient fait bien avant eux, — confondant en cela la soumission à une règle et les aspirations profondes d'une conscience qui se propose un idéal de renoncement à des satisfactions charnelles, qui sont aussi et surtout des servitudes, rejetant le joug pour s'en imposer un beaucoup plus lourd, cédant non pas

tant aux impératifs de la chair qu'à certaines commodités, limitant les objectifs et sacrifiant un devoir limité à des devoirs illimités, cédant à des préjugés bien plus qu'à de réelles exigences, qui ne sont telles à leurs yeux que parce on s'est efforcé de les leur rendre telles.

La seule vérité, par contre, qui puisse valablement s'opposer à cette erreur de principe et de fait, est l'affirmation si contestée et si constamment refusée de la *conformité absolue des moyens et des fins* : vérité qui tend à la reconnaissance et à la proclamation du royaume de Dieu et de sa justice, royaume qui n'est pas de ce monde mais qui n'en a pas moins sa préfiguration en ce monde, ce royaume de Dieu dont la liturgie est le symbole opérant.

D'abandon en abandon et sous prétexte de participation, d'efficacité, de présence au monde et de tant d'autres balivernes dont la moindre homélie, le moindre entretien sur des thèmes apparemment religieux nous rebat les oreilles, dans ces *colloques*, ces *séminaires*, ces *symposium*, ces *journées d'étude*, ces parlottes sans fin ni frein, qui font de chaque participant un camelot disert, inépuisable en lieux communs, on en arrive à la suppression progressive, à la mort de cette liturgie, qui était et qui devrait être le lien le plus effectif, le domaine le plus sûr, par lequel et dans lequel s'opère la communion des fidèles, qui est aussi celle des saints. Partant de cette observation première, fondamentale, on n'a aucune peine à dégager un critère d'appréciation sur tous les avatars d'une liturgie invertébrée, décolorée, telle qu'elle se pratique aujourd'hui dans l'Eglise et qui n'est plus que le souvenir ou la caricature d'une liturgie authentique, traditionnelle, vivante, dont les racines antérieures à l'Eglise chrétienne s'enfonçaient dans le tuf originel de la tradition biblique et du sacerdoce primitif. Dans la mesure même où on entend séculariser l'Eglise, abolir la fonction sacerdotale, on est inéluctablement amené à la suppression de toute liturgie, en y substituant les gesticulations, les concertations primaires et confuses d'une réunion publique, d'un divertissement de cour de récréation, qui n'a même plus l'ordre, l'efficacité d'un spectacle théâtral, d'une réunion sportive, en passe de devenir les seules

liturgies de notre société moderne de consommation, car restant soumis à des règles, à un cérémonial, tendant à une participation effective et dont nos réformateurs devraient bien faire l'objet de leurs réflexions. Ils y trouveraient la négation même des directives auxquelles ils prétendent subordonner désormais la célébration du culte, notamment de cette « pseudo-participation » *viva voce*, au nom de laquelle on transforme la célébration des offices chrétiens, et en particulier celle de la messe, en une réunion de patronage, dans laquelle on exécute de la manière la plus discordante le chant de cantiques imbéciles où l'inanité du texte le dispute à la vulgarité des mélodies. Où vit-on jamais les spectateurs d'une salle de théâtre se substituer aux acteurs ; les auditeurs d'une salle de concert, fussent-ils tous des mélomanes avertis, relayer les instrumentistes à l'orchestre, se substituer aux solistes et aux choristes ; les spectateurs d'un match de football faire irruption sur le terrain afin de suppléer les joueurs ? Et où, par contre, peut-on trouver participation plus effective, plus intense que dans l'enceinte des salles de spectacle, de concert, de cinéma, dans celle des stades ? En dépit des paradoxes *de la nation armée*, quand vit-on ailleurs que dans les livres d'Histoire des batailles livrées par des civils brandissant des armes hétéroclites et hurlant des chants patriotiques, car il ne faut pas confondre insurrection et guerre, et encore sait-on que journées révolutionnaires et émeutes furent toujours le fait de groupes paramilitaires jouant tant bien que mal le rôle de soldats entraînés et disciplinés.

Le grand prétexte aux réformes liturgiques — à la substitution des langues vulgaires au latin, dans les textes lus aussi bien que dans ceux psalmodiés ou chantés, et cela jusque dans ces parties les plus intimes et qui devraient rester les plus *secrètes*, par lesquelles s'opère l'administration des sacrements, en particulier, la célébration eucharistique, cœur de la liturgie et son point de convergence — l'association permanente des assistants au célébrant dans la lecture des *sacramentaires* en texte vulgaire, cela au prix des traductions souvent les plus contestables et dont certaines ouvrent la porte aux plus graves mésintelligences, pour ne pas dire à l'hérésie, tout

cela est sans aucune efficacité ni fondement. Toute cette association littérale et inconsiderée des assistants au célébrant ne fait l'objet dans sa pratique courante d'aucune préparation, d'aucune formation préalable. Elle aboutit à la célébration de ces offices sans grandeur, ni vraie dignité, assortis de sermons ou de prédications dont les plus remarquables ne sont que paraphrases indigestes, assez souvent interminables de textes sacrés vidés de leur sens, prétexte à des amplifications d'ordre profane, à des exhortations qui rejoignent dans leur banalité, leurs humanitarisme grandiloquent les discours de réunions publiques. J'ai, à l'occasion des événements de Mai, assisté en des églises parisiennes à des prises de position, à des commentaires sur des sujets profanes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient hors de lieu, par des prêtres revêtus des ornements liturgiques, interrompant la célébration du sacrifice de la messe par des discours qui auraient été plus à leur place en ces innombrables meetings, que tenaient les étudiants en dispute dans les amphithéâtres de la Sorbonne ou sur la scène de l'Odéon. Tant la confusion du profane et du sacré est devenue chose courante dans l'Eglise, le fait même de ceux qui en vertu de leur sacerdoce devraient être les gardiens, les administrateurs des choses saintes, et non de quelconques militants s'évertuant au sein d'associations ou de groupements à caractère politique ou syndical.

*
**

Le résultat de tant de méprises, de confusions, d'erreurs flagrantes, disons mieux d'aberrations pures et simples et sous le fallacieux prétexte *de présence au monde* de la part des clercs, est une désacralisation totale des choses de la religion, un détournement de la foi, une trahison du rôle de l'Eglise dans la société des hommes, sa propre négation. Elle est telle que bientôt de renoncement en renoncement, de simplification en simplification, les chrétiens s'apercevront, si ce n'est déjà fait, de la parfaite inutilité qu'il y a à confesser une foi qu'ils n'auront plus et à se recommander d'un titre devenu vain, de l'exercice d'une charité qui dans l'esprit de

la plupart n'est plus qu'un succédané à une simple solidarité laquelle n'a nul besoin pour être effective de se recommander de l'adhésion à aucun dogme, d'appartenir à *cette communion des saints* : étiquette devenue hors d'usage, pareille à celle inscrite sur des vases d'anciennes pharmacopées contenant des électuaires remplacés par les produits d'une chimiothérapie que désignent leurs formules moléculaires. Alors on s'apercevra de l'inanité de tant de débats et de controverses sur des *problèmes* inexistants — ces obsédants *problèmes*, dont le terme revient comme vinaigre dans la salade — à partir du moment où ils ne se posent plus, hors de lieu, hors du temps et ne répondant plus à aucune exigence spirituelle.

Que tant de prêtres, de prélats, d'éminents théologiens, de membres du Sacré Collège (qui bientôt assisteront le Souverain Pontife en costume de clergyman, ayant renoncé une fois pour toutes au *triumphalisme* de l'Eglise romaine) n'aient même pas pris conscience en leurs savantes délibérations de faits aussi évidents, ne peut que témoigner de l'aveuglement mental, et encore bien plus spirituel, de ces hommes de Dieu qui ne sont plus que des sortes de délégués syndicaux s'assemblant pour débattre d'intérêts, dont on se préoccupe ailleurs avec plus de pertinence et d'efficacité et sans y mêler de vaines considérations métaphysiques.

Que penser de cette pitoyable exhibition à la Télévision française d'un Cardinal archevêque de Paris, venu à titre d'invité du Dimanche, succédant à un certain nombre d'histrions de la littérature, du spectacle ou du music-hall, se prêtant avec complaisance à des interviews dont les termes mêmes étaient une injure faite à sa dignité et aux intérêts spirituels qu'il représente, en dépit de son abominable accent aveyronnais, de son français plus qu'approximatif et de ses lamentables propositions articulées en réponse à des questions toutes plus saugrenues les unes que les autres ? Que penser de cette mauvaise représentation donnée par ce même cardinal sous un pont de Paris, le soir de Noël, en compagnie de clochards professionnels et qui, s'ils ne sont pas indignes d'intérêt, n'avaient d'attrait que pour la distribution de litres de

rouge et de saucissons qui succéda aux pitoyables chansons de Madame Mick Michel et aux propos lénitifs de ce membre du Sacré Collège, qui eût été beaucoup mieux à sa place au chœur de sa proche cathédrale, ouverte à tous en ce soir de Noël, où les clochards du Pont-Neuf et du Pont de la Tournelle auraient pu trouver un bien plus efficace accueil après une séance préalable d'épouillage et une douche ?

Poser de telles questions, c'est y répondre. Et s'il est un critère suprême pour juger de tant de ridicules exhibitions, sans aucune portée spirituelle et sans aucun mobile valable, c'est bien celui, le plus communément reçu, du simple bon sens, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir celui de la décence, de la dignité, vertus auxquelles tous les hommes sont sensibles, fussent-ils les plus déshérités, pas même celui de la beauté — *splendeur de la vérité* — à laquelle toute liturgie doit se référer en la manifestant, sans que la notion de faste puisse s'y trouver confondue : reproche latéral, reproche incident, qu'exclut *a priori* toute préoccupation d'art authentique et opérante.

Que signifie ce *misérabilisme* de pure convenance (silhouette de ce cardinal en veston se profilant au petit écran sur une *Déploration* de Bernard Buffet, répondant à une mode esthétique déjà périmée et qui n'est plus qu'un tic) dont prétendent s'affubler nos liturgies, sous prétexte d'évangélisme, de retour aux origines, substitué *au triomphalisme* de l'Eglise romaine, comme s'il n'était pas de meilleur partage par les humbles et les pauvres que la splendeur même de cérémonies proposées au peuple chrétien comme préfiguration d'un autre univers et comme peuvent le faire et comme le font, en toute la mesure de leurs moyens, les grandes nations communistes célébrant leurs festivités, exaltant un idéal dont se recommandent aujourd'hui les contestataires de l'Eglise de Dieu ; cela sans même observer que la glorification du Christ, né dans le dénûment et mort sur une croix, était infiniment moins incompatible avec la dignité de l'homme, fut-il le plus abject, que la célébration du génie de Lénine, de Staline ou de Mao Tsé-toung, chefs d'Etat, dictateurs n'ayant rien à envier à l'omnip-

tence du César romain ? Que signifie cette apparente modestie des prélats et des pontifes refusant des ornements, qu'il y a infiniment plus d'humilité à revêtir qu'à rejeter, car ils magnifient le magistère apostolique et non l'exemplaire d'humanité transitoire, qui les revêt ? Où a-t-on vu que le débraillage, la vulgarité des représentants d'un pouvoir constitué était aux yeux de ceux qu'ils représentent une meilleure recommandation que la dignité, le prestige d'un *ornement*, d'un uniforme dont le refus n'est que manifestation d'une vanité supplémentaire ou celle d'un orgueil démesuré, avilissant les distinctions qu'il confère ? Où le culte des vedettes, des personnages hors série a-t-il rencontré plus d'audience que dans nos sociétés démocratiques modernes et aux regards de leurs membres les plus simples, les plus dépouillés de tout avantage physique ou intellectuel ?

*
**

Mais revenons aux principes, aux conditions mêmes de ces liturgies dont le rôle fut toujours si considérable, qu'il soit profane ou sacré, dans la vie des sociétés traditionnelles et auxquelles il convient de se référer pour peu qu'on veuille en opérer la restauration ? Ils sont presque tous en contradiction avec les tendances de l'Eglise actuelle et les conditions d'existence auxquelles elle prétend se soumettre.

Une des conditions qui président à toute spiritualité, à l'exercice de toute mystique individuelle ou communautaire, est *le silence*, ce silence qui fait si singulièrement défaut aux sociétés modernes et dont la restauration est probablement leur plus impérieux besoin. A constater les pratiques actuelles, qui se sont généralisées dans l'église à partir des conditions actuelles d'existence, on reste stupéfait par tant de négligence et d'inconscience. C'est un sujet sur lequel je puis parler en connaissance de cause, ayant pris nombre d'initiatives dans une lutte entreprise au niveau de la vie collective pour combattre, réduire cette nuisance qu'est le bruit, une des plus pernicieuses, affectant gravement l'équilibre, la santé des individus comme celle des sociétés. Lorsque

je pris l'initiative de la création de la *Ligue nationale contre le bruit*, en collaboration avec le regretté Dr Trémolière, je crus devoir saisir de ce grave problème les plus hautes autorités morales et spirituelles. Cette démarche fut accueillie avec *un silence* consternant par ceux mêmes qui prétendent aujourd'hui faire entendre leur voix, cédant à un mouvement de réprobation et de protestation devenu collectif; une fois de plus les généraux suivaient leurs troupes. La seule réponse positive : celle du Souverain Pontife alors régnant, Pie XII, qui par le truchement de la Chancellerie apostolique fit parvenir sa pleine approbation avec le texte d'une allocution prononcée, lors d'une audience accordée aux représentants d'une association italienne homologue de l'Association française venant de se constituer. Les termes de cette allocution montraient avec quelle intelligence souveraine ce pape, si injustement contesté depuis, avait compris l'importance et toutes les incidences spirituelles et sociales de ce très grave problème. Il est fort dommage que ses successeurs n'aient pu ou su manifester autant de jugement et de sollicitude. Car c'est bien à la plus haute autorité spirituelle et au magistère apostolique qu'incombe le soin de faire entendre sa voix dans l'Eglise et hors de l'Eglise, afin de rappeler aux fidèles et aux pouvoirs constitués ce devoir de conscience inéluctable, ces mesures propres à imposer le respect de la personne humaine, en ses activités les plus nobles et les plus nécessaires.

D'autres interventions aux échelons secondaires de la hiérarchie ecclésiastique restèrent sans écho ou sans autre réaction que de pure forme. Et cependant que de légitimes et justes admonestations n'auraient-elles pas dû être adressées aux fidèles, leur rappelant les règles les plus essentielles de leur vie communautaire, s'ordonnant dans la charité et le respect fondamental de la personne humaine, image et reflet de celle de Dieu, et qui eussent trouvé leur juste chemin? Au lieu de cela et sans parler de protestations légitimes, qui eussent certainement été bien accueillies, on est encore dans les églises de France à la veille de voir apparaître les moindres précautions, ne serait-ce qu'afin d'assurer la quiétude élé-

mentaire des sanctuaires, ainsi que celle de tous les centres de vie religieuse, qui par élection devraient être des asiles de paix et de recueillement.

Non seulement aucune mesure de protection n'a été prise en accord avec les autorités civiles — certaines cependant si simples et pouvant être si déterminantes, ne serait-ce que par leur valeur exemplaire — mais il semble que le clergé s'accommode à plaisir des pires servitudes. Il est courant, en période estivale, d'assister à des cérémonies toutes portes ouvertes, en violation des prescriptions liturgiques, comme s'il n'était pas suffisant d'assurer une aération des églises, d'ailleurs précaire, en dehors des heures de célébration des offices, et cela dans les quartiers les plus bruyants, les plus exposés. A Paris il n'est pas une église ou une chapelle sur dix où on puisse assister à la messe dominicale et se recueillir entre temps sans éprouver tous les inconvénients d'une circulation extérieure obsédante quand elle n'est pas frénétique. Devant tant d'inconscience, d'insensibilité, d'aberration on se demande quel peut être le niveau spirituel de ces prêtres, officiants, prédicateurs, dont la voix est quelquefois couverte en dépit des sonorisations par le bruit des échappements de voiture, quand elle ne l'était pas, hier, par celui des avertisseurs, de ces curés exerçant leur ministère en des églises dont la quiétude est constamment troublée par les roulements du chemin de fer métropolitain circulant en sous-sol...! Et à cela il faut ajouter, ce qui dénote une aberration cette fois totale et inexcusable, car positive, l'installation de ces systèmes de chauffage à pulseur d'air, mal conçus ou mal réglés, transformant les églises en chaufferies, détruisant radicalement l'ambiance de silence et de recueillement qui conditionne toute vie spirituelle. Je pourrais à ce sujet rapporter de significatives anecdotes, certaines tout à fait récentes. Je m'en tiendrai à une seule, elle a valeur d'exemple.

Elle a pour cadre un village de la Haute-Lozère, situé à 1.200 mètres d'altitude sur le plateau de la Margeride, où j'étais venu chercher un silence et une quiétude devenus, sous l'action combinée et les abus de la motorisation automobile, agricole, nautique et aéronautique, quasi in-

trouvables en France, même dans ses provinces les plus reculées. J'entrais, un dimanche de mai, dans l'église paroissiale, sur le seuil de laquelle, toutes portes ouvertes, le curé lisait son bréviaire, attendant l'heure de la grand messe dans le bruit de la place où s'étaient donnés rendez-vous avec leurs autos et leurs cyclomoteurs ses pieux paroissiens. Après une assez vaine tentative de recueillement à l'intérieur du sanctuaire, devenu annexe de la place publique, et comme je me disposais à sortir, j'étais abordé par le prêtre, interrompant sa lecture, intrigué par la présence de ce paroissien insolite : « *Qu'étais-je venu chercher en ce beau pays ? Ce qu'un touriste venait y chercher habituellement : l'air pur, la beauté des sites, les plaisirs de la pêche dans les rivières poissonneuses, des promenades à travers les grands herbages, où fleurissaient alors les narcisses sauvages ? — Rien, Monsieur le Curé, que ne puisse m'offrir une nature partout accueillante pour peu qu'on sache répondre à ses invitations. — Quoi alors ? — Le silence. — Mais ne l'avez-vous pas trouvé ? — Hélas ! non, pas même dans votre église. Vous lisez, Monsieur le curé, vos heures canonicales et de temps à autre, je l'espère, les évangiles. N'avez-vous pas été frappé par ce fait que Jésus avant d'entrer dans sa vie publique fit retraite durant quarante jours au désert, où il fut tenté par Satan. Et par cet autre fait, rapporté par les évangélistes : chaque fois, au cours de ses prédications, qu'il se sentait pressé par la multitude, Jésus s'échappait pour se retirer dans la solitude. Et je pense que la Galilée et la Judée des temps apostoliques ne devaient pas être très bruyantes, troublées que je sache par la rumeur des machines jointe à celle des foules. Or Jésus était le Christ et vous n'êtes que le curé de Rieutor ».*

*
**

Oui, Jésus était le Christ et vous n'êtes, Monsieur le Cardinal, que l'archevêque de Paris. Je pense que né et élevé dans un petit village de l'Aveyron, il y a un peu plus d'un demi-siècle, vous devriez être mieux que quiconque capable d'apprécier les vertus de la solitude et du silence,

sans lesquels il n'est ni recueillement, ni vie spirituelle possibles. Qu'avez-vous fait pour assurer, ne serait-ce que très épisodiquement, ce silence à vos ouailles et dans les lieux de culte où s'exerce le ministère de vos prêtres ? Je ne pense pas que vous soyez allé le chercher sous le Pont de la Tournelle, durant la nuit de Noël.

Et à partir de ce silence fondamental par où tout commence et avec la perte duquel tout finit, que faites-vous pour assurer la décence, la noblesse des sanctuaires où le peuple chrétien doit venir se recueillir et, selon le vœu de Pie X, prier sur de la beauté ? Qu'avez-vous fait, évêque et archevêque, pour aider à cette restauration des liturgies traditionnelles déjà si abâtardies par tant d'ignorantes et abusives pratiques et qui sont en train de sombrer dans le psittacisme, le charabia, les travestissements des psalmodies et mélodies grégoriennes appliquées à des textes français, auxquels elles s'adaptent comme la miséricorde à une âme de gendarme ? Qu'avez-vous fait pour assurer la formation de vos clercs, les familiariser, après les avoir instruits, avec tous les signes extérieurs de la dignité, de la beauté qui n'est que rayonnement de l'âme et comme le reflet de la présence divine dans le monde, en ce monde si merveilleusement ordonné par son créateur, que l'homme s'emploie à souiller et à enlaidir ? — Rien que je sache, sinon de démagogiques démonstrations d'une fausse simplicité, vous accoudant sur le zinc d'un « bistrot » de votre pays, en veston et chapeau mou, faisant choix d'une 2 chevaux Citroën, qui est bien l'engin le plus inutilement bruyant et le plus laid, en dépit de certaines commodités, qui puisse transporter un Cardinal archevêque, manifester sa présence en la recommandant à la bienveillante attention de tant de « pedzouilles », pour qui la pratique de l'automobile considérée comme divertissement en soi a aboli toute préoccupation intellectuelle et spirituelle, et qui se fichent éperdument d'une bénédiction, fut-elle donnée à 20.000 pieds d'altitude dans un *jet* rugissant par le successeur de Pierre, en route pour l'O.N.U. et son *one man show*, devant un parterre de politiciens grassement appointés pour jouer entre eux la plus mauvaise et la plus inefficace des comédies.

Je sais qu'il n'est pas nécessaire d'être candidat au Prix Nobel de littérature pour être un saint prêtre et que ce qui manque le plus à l'Eglise de Dieu ce sont des saints, mais les saints font très mauvais ménage avec les 2 chevaux Citroën et dans leur ignorance de toute feinte rhétorique trouvent pour toucher les âmes de simples et merveilleux accents, qui confondent les superbes, réapprennent aux académiciens, fussent-ils démocrates-chrétiens, la valeur des mots. Jamais au grand jamais un Curé d'Ars n'aurait songé à travestir le Pater et à raccourcir en forme de faux hémistiches une traduction très approximative des prières du Canon, encore moins le texte des épîtres de Paul, afin de suivre les leçons de Paul Claudel — ce lourd mécréant converti par la lecture d'Arthur Rimbaud — ou les proses de Saint John Perse, substituées à celles des Pères de l'Eglise, au langage si limpide des Quatre Evangélistes. Vous fûtes, Monsieur le Cardinal, archevêque de Reims, vous êtes aujourd'hui archevêque de Paris, vous avez célébré et prié dans les plus belles cathédrales du monde, ne vous ont-elles donc rien appris ?

F.-H. LEM.

LIBRAIRIE

- GALLO Max.** — Histoire de l'Espagne franquiste (490 pages) (28 F, franco 30,80 F).
- MOLNAR Thomas.** — Sartre philosophe de la contestation (190 pages).
- ROMAIN Willy-Paul.** — Assassins de Dieu (202 pages) (14 F, franco 15,40 F).
- BOUCHARD Camille.** — Les grands courants politiques mondiaux (100 pages) (6 F, franco 6,20 F).

DIFFUSION DE LA PENSÉE FRANÇAISE

Service D. O.

86 - CHIRE-EN-MONTREUIL

C.C.P. 2920-71 Bordeaux

(franco de port pour plus de 60 F)

Cuba : Un fascisme rouge ?

« Je n'ai jamais vu plus beau pays. Des feuilles de palmier si grandes qu'elles servent de toit aux maisons. Sur la plage des milliers de coquillages nacrés. Une eau limpide. Et toujours la même symphonie étourdissante des chants d'oiseaux ». Ce panégyrique digne d'une affiche publicitaire pour agence de voyages est de Christophe Colomb, et ce paradis sur terre si poétiquement décrit est l'île de Cuba que le Génois découvrait en 1492. Cuba, 110.922 km², huit millions d'habitants, et de par la volonté de Fidel Castro, marxiste-léniniste depuis 1958.

Il y a onze ans, le monde entier, pris de sympathie, suivait à travers les chroniques des envoyés spéciaux les efforts de ces Cubains révolutionnaires, modernes hommes des bois, barbus, sales et dépoitraillés, qui avaient réussi à chasser le vénal Batista. La frayeur ne vint qu'après, et la conscience politique des pays occidentaux ne s'éveilla que trop tard, une fois Castro à la tête de l'Etat, avec les nationalisations, le renversement des alliances, l'annonce du blocus américain, et la crainte des fusées soviétiques, pointées sur la Floride. Une guerre nucléaire pouvait-elle éclater pour cette île ? Mourir pour La Havane, c'eût été trop ridicule !... Depuis, Cuba a pris la tête de la subversion armée, et encourage ou parfois même commande le soulèvement des communistes révolutionnaires un peu partout en Amérique latine. Aujourd'hui, qu'en est-il ? Le régime que supporte Castro peut-il encore longtemps continuer à narguer le monde ? Où en est Cuba actuellement ?

Le refuge des gangsters et des trusts.

Le 1^{er} janvier dernier, la « perle des Antilles » a célébré le onzième anniversaire de la prise du pouvoir par les groupes révolutionnaires du « 26 de julio », que commandait Fidel Castro. Onze ans de castrisme, onze ans de pouvoir absolu ont suffi pour que Cuba présente maintenant un visage entièrement nouveau. Pourtant en 1958, Cuba ressemblait fort à la Rome de la décadence.. Les troupes castristes étaient arrivées dans un pays vendu aux gangsters, aux proxénètes et aux trafiquants. La faune hybride de milliardaires et d'escrocs qui débarquait quotidiennement de Floride possédait à proprement parler la quasi-totalité des ressources de l'île. Et les tueurs de New-York, Chicago ou Miami en avaient profité pour faire de Cuba leur terrain d'élection, et une succursale des tripots de Brooklyn. Pas plus que ses prédécesseurs, Mariano Gomez ou Laredo Bru, Batista n'avait réagi ; Fulgencio Batista n'était d'ailleurs pas plus vénal que ses collaborateurs. Mais il l'était encore trop ; il est maintenant prouvé par exemple que c'est son propre beau-frère qui possédait le monopole des machines à sous. Rien d'étonnant donc à ce que La Havane soit devenue la capitale du banditisme et de la prostitution dans cette partie du monde. Un seul chiffre : en 1957 à La Havane, on dénombrait quelque 270 maisons closes officielles. Presque autant qu'à Bangkok ou à Chinatown...

Pourtant, brosser un tableau des mœurs de Cuba avant 1958 ne suffit pas à expliquer toutes les causes de la révolution castriste. Et les « barbudos » de Castro n'étaient d'ailleurs pas uniquement de vertueux jeunes gens soucieux des bonnes mœurs et de la moralité publique ; ils n'ont tout de même rien de commun avec ces prudes soldats de l' « armée du salut » qui indignés montèrent sur la scène lors de la représentation de « Hair ». La vénalité et le manque d'honnêteté dans la conduite des affaires de l'Etat sous Batista forme la toile de fond d'un système chancelant. Mais malgré cela, une dictature locale, un régime de concussion, une garde prétorienne et enfin une véritable institution de la terreur assuraient une stabilité apparente au régime. En ce qui concerne l'économie, Cuba dépendait corps et âme des

Et
de
su
en
tri
dra
con
ron
éch
pro
con
libé
Dir
titu
par

Les

P
syst
par
jam
jusc
exac
cain
Aral
bloc
côté
man
la m
Est-

Au
plus
disce
« N
impo
enter

(1)
latin

Etats-Unis : en 1958, les trusts américains contrôlaient 90 % des mines et des haciendas cubaines, 40 % de l'industrie du sucre, 80 % des services publics, 50 % des chemins de fer et, en association avec la Grande-Bretagne, la totalité de l'industrie pétrolière (1). Cuba se présentait donc avec une économie dramatiquement dépendante des U.S.A., que ne pouvaient combattre les dictateurs successifs, trop incapables et corrompus. Les soulèvements castristes — le premier devait échouer en juillet 1953, à Santiago de Cuba, capitale de la province d'Oriente — doivent donc être considérés à l'origine comme une révolution nationaliste, ayant eu pour but de libérer le pays de la domination économique de l'étranger. Dirigé en principe contre Batista et la dégradation des institutions qu'il permettait, le castrisme ne se convertit que par la suite en une révolution sociale d'inspiration marxiste.

Les rapports soviéto-cubains.

Pour beaucoup de Français se mêlant peu de politique, le système des blocs règle tout. Et tel Etat, parce qu'il fait partie d'un clan — occidental ou communiste — ne trouvera jamais sa rédemption. En France, les « nationaux » et allons jusqu'au défunt « Centre démocrate », applaudissent aux exactions israéliennes, car Israël bénéficie de l'appui américain, donc fait partie du monde occidental. Inversement, les Arabes ne sauraient avoir raison, car ils sont appuyés par le bloc communiste, Russie soviétique en tête. Les bons d'un côté, les mauvais de l'autre, les Français ont toujours été manichéens. En ce qui concerne Cuba, c'est plus ou moins la même chose : l'U.R.S.S. la défend, les U.S.A. l'attaquent. Est-ce que pour autant Cuba est devenu marxiste ?

Au début de la révolution, le régime castriste n'était pas plus procommuniste que prooccidental. Souvenons-nous du discours de Fidel Castro à New-York, où il proclamait : « Nous ne sommes pas communistes... il est absolument impossible que nous fassions des progrès si nous ne nous entendons pas avec les Etats-Unis ». Et en un an cependant,

(1) Chiffres cités par M. Niedergang in « Les 20 Amériques latines ».

tout va changer, et le flirt politique avec l'Union soviétique se concrétiser. A Cuba même, la socialisation commence : « La terre est à celui qui la travaille ». Platon l'avait déjà dit, Cellorigo et le padre Mariana l'avaient affirmé au siècle d'or. Mais pour les Cubains, c'est une révélation. Tous les paysans ont droit, lors de la réforme agraire de 1959, à une *caballeria* (13 hectares). De cette manière, vers juin 1962, ce sont près de 45.000 titres de propriétés privées qui sont accordés. D'autre part, la majorité des raffineries de sucre, le téléphone, l'électricité, les raffineries de pétrole de la Shell et de la Standart Oil sont nationalisées. Les Etats-Unis perdent ainsi les investissements faits à Cuba depuis des dizaines d'années : la colonie cubaine refuse énergiquement de dépendre des banquiers de Wall-Street.

Pour l'Union Soviétique, Cuba constitue une occasion à ne pas manquer. Situé à quelques centaines de kilomètres seulement des côtes américaines, le « centre de la débauche » devient du jour au lendemain un point stratégique de première importance. Tous les calculs sont à refaire, la tactique militaire est à réviser. La base américaine à Cuba, Guantanamo, que les Cubains appellent Gitmo, est coupée du reste de l'île. Nous sommes alors en pleine guerre froide, et l'U.R.S.S. va marquer des points sur le plan diplomatique. La catastrophe de la « baie des cochons » amène Moscou à livrer entre novembre 1960 et novembre 1961 100 chars lourds et un important matériel militaire. Sur le plan artistique, les chœurs de l'armée rouge détrônent Sinatra ; le Bolchoï, des troupes albanaises, tchèques ou chinoises se produisent à La Havane. En 1962, c'est le frisson des fusées soviétiques, que Moscou accepte de démanteler. Mais pour Cuba, l'aide soviétique n'est qu'un palliatif. L'U.R.S.S. permet d'écouler la production cubaine, qui ne trouve plus d'acquéreurs en Amérique latine. Ce « pays frère », de plus, accueille les étudiants et les quelques poignées de savants cubains dans les facultés et les laboratoires de Léninegrad ou de Kiev. Cuba n'a tout compte fait pas trop perdu en s'éloignant de l'oncle Sam. En juin 1967, M. Kossyguine, après sa tournée de Glassboro, s'arrête à La Havane. La nouvelle politique russe de « cordialité tous azimuts » devait trouver là une excellente illustration. Depuis, Cuba est redevenue une alliée préférentielle —

on le vit lors de l'affaire tchécoslovaque où La Havane approuva l'intervention soviétique —. En décembre 1968, le dixième anniversaire de la révolution cubaine fut célébré avec faste à Moscou, et M. Vinogradov, ministre adjoint des Affaires Etrangères et Novikov, vice-président du conseil se rendirent à cette occasion dans la capitale cubaine ; de plus, en juillet dernier, une escadre soviétique était solennellement accueillie à La Havane. Enfin, en novembre dernier, le maréchal Gretchko se rendait à Cuba. Le rapprochement soviéto-cubain ne peut maintenant faire aucun doute. Fidel Castro, malgré l'appui qu'il avait apporté à l'O.L.A.S., la conférence de solidarité des peuples d'Amérique latine, renonçait apparemment à la création d'une troisième voie, à mi-chemin entre l'U.R.S.S. et la Chine. Sans réintégrer tout à fait l'orthodoxie léniniste, Castro se remettait dans le giron soviétique.

Le « Castrisme » est-il une réussite ?

Le pays que conquérèrent les combattants de la Sierra Maestra était dans un état de dégradation avancé. Nous l'avons vu. La conscience politique n'existait pas, en particulier dans le petit peuple. Le castrisme et les bouleversements violents qu'il amena renversèrent complètement cette situation. On se souvient encore des énormes manifestations de masse, sur la « plaza de la Revolucion », où derrière les effigies de Lénine, du Che ou de Castro, le peuple en liesse applaudissait, des heures durant, les interminables discours du « lider máximo ». Cuba, première république socialiste des Caraïbes vivait une expérience politique passionnante, où chacun était concerné. De plein gré ou non, d'ailleurs ; et certains intellectuels, fort à l'aise à manier la plume et les belles idées, ont dû être surpris de se retrouver dans les champs de maïs, une faux à la main. Ils apportaient ainsi leur pierre à la construction de la république socialiste. Cuba tout entier faisait la révolution. Des exilés, des opposants, nous parlerons plus tard. La première tâche de Castro fut de résorber l'analphabétisme. En 1958, on notait que 22,1 % de la population ne savait ni lire, ni écrire. En 1968, ce chiffre descendait à 3 % seulement. L'ancien quartier résidentiel de La Havane fut transformé en habitations pour les étudiants.

boursiers. La réforme agraire fut menée parallèlement, sous les ordres de Che Guevara. L'organisme qu'il dirigeait était d'ailleurs le seul à posséder un contrôle financier autonome, et des moyens propres, ce qui explique sa réussite. On mit sur pied le JUCEPLAN, un plan quinquennal, calqué sur le modèle soviétique. L'armée, avec les syndicats et le parti, forme la grande association d'intérêts du pays. Elle est aidée dans ses tâches par la milice nationale, l'un des piliers du régime, après avoir été l'instrument principal de la victoire durant la lutte contre Batista. Fortement renforcée après la loi de novembre 1963, qui établissait le service militaire obligatoire, elle est chargée maintenant d'instruire les jeunes non seulement militairement, mais aussi sur les plans culturels et politiques. Elle s'est donc convertie de cette manière en un moyen supplémentaire de socialisation. Mais aujourd'hui, ainsi que le titrait M. René Dumont dans « Le Monde » en novembre dernier, « les Cubains trouvent le temps long ». L'opinion de ce professeur à l'Institut National d'Agronomie est intéressante à plus d'un titre, et mérite que l'on cite quelques-unes des réflexions que son dernier voyage à Cuba, comme invité personnel de Fidel Castro, lui a inspiré.

M. Dumont s'étonne tout d'abord du bouleversement du paysage rural : les terrains en friche et les mauvais prés sont maintenant remplacés par des vergers, des caféiers ou des pâturages, destinés à l'élevage des vaches laitières. Mais laissons-lui la plume : « On prévoit la mise en culture de 65.000 hectares de rizières dans la province d'Oriente et un plan d'élevage de 1.400.000 vaches autour du Camaguey. Outre qu'une mise en jachère est utile au maintien de la qualité de la terre, ces entreprises géantes exigent des conditions rigoureuses dans l'organisation du travail, et elles ne sont pas réunies à Cuba... Les objectifs ambitieux fixés pour les plantations d'agrumes faites en 1968 à l'île des Pins (aujourd'hui rebaptisée « île de la jeunesse ») devront être révisés... Des queues interminables se forment pour entrer au cinéma, au restaurant, prendre un autobus, ou seulement déguster une glace. Le rationnement des biens de consommation est très sévère et les boutiques sont à peu près vides... Le rôle de l'argent diminue sans cesse, du fait de l'extension des services gratuits (loyers, stades, eau, éducation, santé) et du ration-

nement. Cependant, le refus de recourir aux stimulants matériels semble avoir des effets négatifs sur la qualité et l'organisation du travail... Des progrès incontestables ont été faits, même si leur rythme reste lent. Il n'est cependant pas sûr que toutes les prévisions se réaliseront. La confusion est trop fréquente, dans l'esprit des dirigeants, entre la mise au point d'un projet et sa réalisation. La militarisation de l'économie paraît être un facteur négatif. Toute l'agriculture cubaine est en effet organisée depuis quelques mois selon un schéma militaire. Elle est dirigée à partir de postes de commandement (nationaux, provinciaux, régionaux) avec état-major et liaisons hiérarchiques. Traité comme une deuxième classe, transféré d'une entreprise ou d'une exploitation à l'autre, plus ou moins bien nourri, le travailleur a tendance à « tirer au flanc ». D'un autre côté, certains militants font un gros effort. M. Fidel Castro peut-il gagner tous ses paris ? On ne peut s'empêcher d'être sceptique quand il promet une augmentation du produit agricole de 15 % par an, avec intérêts composés, ce qui conduirait à quadrupler la production agricole en dix ans ».

Nous nous sommes volontairement effacés devant l'autorité du professeur Dumont, dont les sympathies, qui plus est, vont volontiers à la gauche progressiste. René Dumont est connu pour son franc parler, on l'a remarqué lors de la parution de son livre « L'Afrique noire est mal partie », et il le prouve, oubliant toute révérence, dans cet article. Sous l'autorité de Castro, Cuba a donc commencé à redresser son économie. Mais les fanfaronnades du « Lider máximo » cachent mal les énormes faiblesses d'un régime qui ne se maintient que par la mobilisation permanente.

L'exportation de la révolution.

Cuba, août 1968. Sept cents jeunes révolutionnaires venus d'Europe sont rassemblés au camp de Pinar del rio. La France, quelques mois plus tôt, a vécu un drame intense et furieux qui a étonné le monde entier. Que peuvent faire ces étudiants en mal d'examens dans cette contrée perdue de Cuba ? Sont-ils venus apprendre à planter un arbre, à irriguer un champ, à bêcher ce coin de terre inondé par le soleil ?

Il ne le sembla pas à M. Raymond Marcellin, ministre français de l'Intérieur qui, à diverses reprises dénonçait publiquement la solidarité internationale qui bouleversait les facultés françaises. Cette nouvelle internationale n'est pas un mythe, mais existe réellement. Fonctionnant sur un axe Pékin-Tirana-La Havane, elle a pour but de propager un peu partout en Europe les idées marxistes-léninistes sous toutes les formes possibles. Elle fournit ainsi un matériel de propagande important (la revue « Tricontinentale », aujourd'hui interdite en France, est conçue à Cuba), des services de passeurs de frontières (souvenons-nous de Cohn Bendit teint en brun, faisant son apparition en juin 1968 à l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, après avoir été expulsé manu polici et prefeti en Allemagne), et surtout une aide financière importante, qui permet à la presse gauchiste des tirages importants, et de la publicité payée dans les grands quotidiens d'information. Mais le but essentiel de cette organisation internationale est de coordonner les manifestations indisciplinées des multiples groupes gauchistes. Ainsi une action menée à Louvains ou à Munich sera simultanément entreprise à Rome, ou à Madrid. Et c'est Cuba qui remplit le rôle du principal bailleur de fonds pour les divers mouvements révolutionnaires européens. Nos guérilleros parisiens ont commencé par lancer des pavés ; certains savent maintenant, grâce à l'instruction qu'ils ont reçue à Cuba, comment saboter une voie ferrée, ou poser un pain de plastic. Si demain l'Europe devait vivre un nouveau « mai rouge », elle saurait à qui elle le doit !

Mais plus évidente et plus dangereuse aussi est l'influence cubaine sur l'Amérique latine. Influence n'est d'ailleurs pas le mot juste, il s'agirait plutôt ici de prestige. Car cette partie du monde est trop fortement liée aux intérêts américains pour s'en détacher irrémédiablement, comme le firent il y a peu le Pérou et la Bolivie d'Alfredo Ovando Candia. « Il est impossible de comprendre la puissance de l'impact castriste en Amérique latine si l'on ne tient pas compte du facteur émotionnel. C'est un continent romantique. Même chez les dirigeants qui réclament le plus violemment la mise hors-la-loi de la révolution cubaine, il y a parfois une secrète tendresse pour le tribun barbu de La Havane. La mort de

« Che » Guevara, d'origine argentine, fut célébrée avec ferveur à Cuba mais aussi avec une émotion réelle à Buenos Aires, où le gouvernement du lieutenant général Onganía était pourtant l'un des adversaires les plus déterminés de la révolution cubaine », écrit M. Niedergang. Le continent sud-américain a toujours été opposé au marxisme et constitue l'un des rares endroits où le communisme n'a pu s'implanter. On a peut-être encore en mémoire la condamnation du gouvernement guatémaltèque d'Arbenz Guzman, accusé de sympathies communistes, en février 1954 à Caracas. Cuba, dernier pays d'Amérique latine à se libérer, en 1898, de la tutelle espagnole, a été le premier à adhérer aux thèses marxistes. Restera-t-il le seul ?

En tous cas, cette solitude semble peser aux révolutionnaires cubains ; à un point tel que, non contents d'être la terre d'accueil des pirates de l'air et des gauchistes brésiliens, Cuba entendait jusqu'ici propager la révolution dans toute l'Amérique latine. Ainsi naquit la théorie du « foquisme », c'est-à-dire celle du foyer insurrectionnel que « Che » Guevara définissait par les trois points suivants : « 1) Les forces populaires peuvent gagner une guerre contre l'armée ; 2) Il ne faut pas toujours attendre que soient remplies toutes les conditions pour la révolution ; le foyer insurrectionnel peut les créer ; 3) Dans l'Amérique sous-développée, le terrain de la lutte armée doit être fondamentalement la campagne ». Les résultats de la guérilla « permanente et nécessaire » n'ont pas été probants ; quelques foyers se sont allumés, çà et là, en Bolivie, au Brésil, au Pérou et au Venezuela. Mais les juntas militaires qui forment en majorité les gouvernements des pays latino-américains réagirent avec fermeté aux tentatives d'insurrection castristes : en Bolivie, le maître d'œuvres, Guevara lui-même, tomba ; au Pérou, le leader Hugo Blanco fut emprisonné ; au Brésil, c'est Carlos Marighela qui devait faire les frais de la réaction policière. Un peu partout chaque jour, la liste des martyrs ou des prisonniers s'allonge un peu plus. Ces dernières semaines par exemple ont vu tomber un prêtre en Uruguay, Indalecio Olivera Ramos. Au Venezuela, le lieutenant Hector Fleming, alias « commandante Coromoto » et « commandante Gabriel » s'est de lui-même constitué prisonnier. Il était le chef d'état-major du front guérillero

« Ponte Rodriguez ». Au Costa Rica, le major Carlos Fonsela, chef du « Frente de Liberacion Nacional » F.S.L.N., a été fait prisonnier. Les idées insurrectionnelles du « Che » ont échoué. Loin d'accueillir les guérilleros en sauveurs et de rejoindre leurs rangs, les paysans les ont au contraire pourchassés et dénoncés aux armées régulières, supérieurement équipées et entraînées. Le désarroi est donc maintenant total chez les quelques centaines de guérilleros encore cachés dans les sierras. Témoin la polémique dont la presse s'est fait récemment l'écho, qui opposait M. Douglas Bravo, le leader révolutionnaire vénézuelien, à Fidel Castro lui-même. Castro était accusé de « trahir l'internationalisme prolétarien » pour « s'aligner sur la ligne soviétique ».

Fondatrice et propagandiste de la guérilla, Cuba semble avoir aujourd'hui compris après ces expériences décevantes, que sa révolution ne pouvait pas être copiée, ni exportée. Castro lâche maintenant les combattants des guérillas, c'est l'aveu de son échec, en tant que « libérateur des peuples opprimés par l'impérialisme ».

Le Castrisme ou la tentation des Fascistes.

Rendons cette justice à Castro, s'il y a une tentation que le « barbudo » n'a pas eue, c'est bien celle du fascisme. Et l'exemple de « Pocho » Peron, tombant par la trahison de ceux-là même qu'il avait aidés, a dû faire réfléchir le futur chef de l'Etat cubain, alors qu'avec seulement douze compagnons, il entreprenait de conquérir son pouvoir. Non, la tentation est ailleurs ; c'est celle que les « fascistes », ou si l'on préfère les nationalistes éprouvent vis-à-vis du régime cubain. Car le système castriste laisse une large part à l'équivoque : un régime fort, faisant de fréquentes références à la mission de la « patrie chérie », s'appuyant sur le peuple, ayant réussi à éliminer la concussion et la dégradation des mœurs, et en quelques années à hausser le niveau de vie d'une façon spectaculaire. Qui plus est, un régime craint et respecté dans le monde : de « république de canne à sucre », Cuba accédait au rang de puissance souveraine. Voilà qui devrait plaire aux fascistes, qui placent avant tout l'ordre, la nation et le chef. Malheureusement, cette analyse, pour

séduisante qu'elle soit, ne résiste pas à l'examen. En 1961 déjà, M. Bardèche, sa modestie dut-elle en souffrir, jugeait en quelques phrases définitives le régime castriste (1) : « Ce ne sont pas les couleurs de Cuba qui gênent les fascistes, mais une certaine manière dont ces couleurs ont viré... Castro s'est identifié avec le peuple. Il a confiance en lui. Le fascisme est un moyen de salut qu'on impose au peuple.. Le fascisme aime le peuple, mais il n'a pas confiance en lui. Il l'aime en le protégeant.. Ce n'est pas parce que le frère Raul va à Moscou, parce que Che Guevara est marxiste, encore moins parce qu'on a distribué des terres et exproprié les sociétés américaines que nous ne voyons pas en Fidel Castro l'inspirateur d'un fascisme des mers du sud. Ce n'est pas seulement le style de Castro qui nous inquiète, et par quoi nous le sentons différent de nous. Il y a dans le castrisme quelque chose de malsain qui est le contraire même de ce vent salubre qui devrait suivre les batailles gagnées ». Car derrière la façade séduisante de ce peuple au travail, nous découvrons d'autres aspects, infiniment moins sympathiques. Cuba est le pays de l'ordre ; il est surtout celui de la contrainte. Et nulle part ailleurs, un pays bafoue autant la dignité humaine, pourtant largement à l'honneur à gauche. Tantôt, c'est M. Nicolàs Guillen, président de l'Union des écrivains et des artistes cubains, qui menace publiquement les intellectuels cubains d'une punition sévère — l'agence Reuter qui diffuse la nouvelle ne précise pas laquelle — s'ils ne respectent pas leurs devoirs à l'égard de la révolution. Tantôt, la répression sévit : le 9 décembre dernier, quatre « contre-révolutionnaires », de l'organisation « Représentation cubaine en exil » R.E.C.E. étaient fusillés à Santiago de Cuba. Ces terroristes étaient chargés de saboter les chemins de fer, les fabriques de sucre, les routes. Cuba, c'est aussi les prisons pleines, des tribunaux révolutionnaires d'exception, environ 500.000 exilés, qui n'étaient pas forcément des proxénètes ou des magnats de la finance. Cuba, enfin, c'est un peuple las, opprimé par onze ans de révolution permanente, et qui voit mal où cette folie collective peut l'amener. Voilà pourquoi,

(1) M. Bardèche : « Qu'est-ce que le fascisme » ? Ed. des Sept Couleurs.

malgré les quelques côtés positifs qu'il présente, nous ne pouvons en aucun cas approuver ce régime orgueilleux, que Castro maintient de sa seule présence.

*
* *

Cuba, « patrie de la révolution », va devoir trouver son second souffle. Elle a perdu au jeu diplomatique son indépendance politique et économique, et s'est définitivement aliéné la sympathie des Etats-Unis. Trop faible pour résister à l'envahissement soviétique, elle a également échoué dans sa tentative de créer une troisième voie. Aujourd'hui, « la lumière des Caraïbes » a rejoint dans le rang la Bulgarie, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Elle n'est plus qu'un satellite supplémentaire de l'Union soviétique.

Jean CHALVIDANT

L'Erotisme : Libération ou Esclavage ?

II

L'ILLUSION DE LA LIBERTE OU COMMENT ASSERVIR LA JEUNESSE

Agir sur une masse adulte, la forcer à revoir, réfléchir et mettre en accusation des valeurs traditionnelles, des habitudes intellectuelles et un certain « confort moral », est une entreprise délicate. La proportion des personnes qui acceptera de se plier à cette analyse, puis qui sera effectivement libérée de la « société patriarcale » est faible. Pour le philosophe, cette masse adulte, bien que possédant l'autorité sociale et économique du jour, est une masse morte, dernier vestige d'une forme de société qui doit disparaître avec elle.

On cherche trop souvent à saisir l'impact immédiat d'une nouvelle philosophie, son incidence sur le temps présent ou dans un avenir proche, et jugeant ainsi de la faiblesse de son écho, la considère comme inefficace, inoffensive, en conclure qu'il en sera de même dans le futur, se rassurer et négliger de la combattre. C'est oublier que le philosophe est un prophète qui tente de jeter les bases d'une nouvelle morale, de fonder la société des générations futures. Il cherche moins la transformation immédiate du monde actuel, que l'adoption de ses idées par ce qui est l'avenir : la jeunesse.

« ...Et sur toi, je bâtirai... »

Une des caractéristiques — bien connue ! — de la jeunesse est de « remettre le monde en question ». Pendant la courte durée de l'adolescence tout ce qui a été érigé comme vérité immuable, pensé, construit, est jugé. Procès perpétuel des philosophies et de l'histoire. Destruction systématique des anciennes valeurs, modifiées à la lumière d'enseignements nouveaux. De là, évolution lente mais certaine de la société. Evolution aussitôt remise en question par la génération suivante.

C'est en utilisant ce phénomène hautement évolutif et bénéfique pour la civilisation, que les théories révolutionnaires vont tenter de s'imposer. Leur but est de se servir de cette phase de mutation régulière de la société, cette phase « de gestation de la pensée future » pour asseoir leur propre hégémonie.

Pendant cette phase de gestation, l'adolescent est surtout sensible aux notions de liberté, de justice. Face à ces exigences passionnées, il juge tous les systèmes. Hautes vertus morales ne s'accommodant ni des petites compromissions, ni d'exigences économiques qui semblent trop souvent excuser l'injustice...

Pour canaliser cette farouche énergie, cette passion de l'absolu, les marxistes ont fort bien compris qu'il fallait présenter une vision manichéenne de l'histoire, de la société... de l'homme. D'un côté, le bien, de l'autre, le mal — comme sur un ring de catch !

Un système ne peut plus ainsi être équitablement jugé : fondamentalement injuste, la société actuelle ne peut être améliorée. Interdit d'y grappiller çà et là ce que l'on pourrait « malgré tout » estimer bon à conserver. Attitude simple mais rigoureuse : ou l'accepter, ou la rejeter, donc la détruire. La détruire?... qui peut bâtir sur de la boue!... Le chemin est tracé, tous les moyens seront bons pour abattre le vieux monstre...

Tout système politique — qu'il soit ou non marxiste — est capable, à condition d'accepter au départ quelques hypothèses qui paraissent logiques et saines, de prouver qu'il détient seul, la vérité. Si vous répondiez à la simple question

« l'homme est-il perfectible ? », que cela vous paraît exact, vous pourriez vous voir démontrer que « croire en la perfectibilité de l'homme, c'est être marxiste, donc que vous êtes vous-même marxiste, sans le savoir ! ».

Pour imposer des idées il faut de l'argent, et surtout des **moyens de pression intellectuelle**. Peu de mouvements révolutionnaires, peu de philosophes disposent de possibilités de diffusion pour s'imposer. Il en est différemment pour les milieux marxistes qui ont des journaux à large audience, l'appui moral de cinéastes, d'écrivains, d'une partie de ce que l'on impose à la foule comme étant l'intelligentsia littéraire ou scientifique. Sans oublier des militants de base, désintéressés et actifs.

Les lieux essentiels de leur lutte sont moins — ainsi que trop de gens le croient — les usines, que les lycées et les universités.

Jusqu'en mai 1968, les lycées et les écoles secondaires ou techniques étaient relativement peu perméables à l'endoctrinement politique, qui le plus souvent ne concernait que les élèves des classes terminales. La politisation des esprits qui, en moyenne, s'exerçait vers l'âge de seize ans, a depuis lors gagné les couches plus jeunes — douze ans — dès leur sortie de l'enseignement primaire. Endoctrinement réalisé en premier lieu par les professeurs marxistes (non par un exposé idéologique brutal, mais par le façonnement des esprits), puis par les aînés, soumettant leurs cadets au harcèlement inlassable de tracts, de journaux intérieurs aux établissements, de réunions politiques. Embrigadement autoritaire, rarement basé sur des contraintes physiques, mais sur des exclusives morales : chacun est libre de refuser l'idéal proposé. Libre, mais jugé, méprisé : s'il refuse, il se trouve rejeté du côté de l'injustice, du mal.

Quel jeune esprit peut supporter cet exil ?

« Des hommes de bonne volonté ».

La force des révolutionnaires marxistes est d'avoir incorporé l'idée de bien. Toutes les hautes vertus morales semblent de leur côté. Que reste-t-il pour leurs ennemis ? La force brute, la dictature afin d'imposer l'injustice... Et, rappelant

de façon surprenante l'évangile, les hommes de « gauche » se baptisent « hommes de bonne volonté »...

Toutes les idées généreuses paraissant justifier leur combat, le choix de la jeunesse est évident.

L'abaissement de l'âge de la politisation est un phénomène capital, une conquête révolutionnaire méconnue et cependant fondamentale. En effet, si à dix-huit ans, la soif d'absolu de l'adolescent le rend très vulnérable au schéma marxiste — bien et mal opposés — il dispose cependant d'un certain pouvoir de réflexion, d'une certaine liberté de jugement (de plus en plus faible d'ailleurs, étant donnée l'hégémonie marxiste sans cesse croissante dans les domaines littéraire, philosophique, scientifique) pour tenter de le juger. Mais à douze ou quinze ans, il n'est guère de jugement réel : le schéma marxiste s'impose alors comme un dogme.

Propagande, mise en condition des esprits s'exerçant « démocratiquement » et englobant fils de prolétaires et fils de bourgeois. Avec une grande sollicitude à l'égard de ces derniers, considérés comme irresponsables. Grande pitié de les voir pervertis par les idées de leurs parents. Loin de les rejeter, d'en faire de futurs ennemis, on les considère en brebis égarées, qu'il faut libérer et mettre sur le chemin de la vérité... celui des paradis collectivistes. Calcul judicieux : la destruction de la classe possédante se fera moins sous la pression des forces prolétaires, que de l'intérieur, par ses propres membres. Processus classique et efficace : culpabilisation puis autodestruction...

Cependant, quelle que soit l'importance de l'endoctrinement politique, de la soumission de l'individu à la cause commune, il reste évident que la véritable motivation de l'homme demeure le microcosme familial. Tout ce qu'il fait, que les motifs apparents en soient économiques ou politiques, est destiné à la famille.

Dans des sociétés où la pression sur l'individu est constante, réduisant chaque jour sa liberté morale et économique, le seul refuge où l'homme puisse tenter de redevenir lui-même, avoir l'illusion de la liberté, est la famille. Plus la pression de la société s'exerce, plus ce microcosme familial devient essentiel.

Ainsi pour soumettre l'individu, pour le plier totalement

aux exigences d'une idéologie, il faut détruire ce foyer où il échappe (partiellement — grâce à ce merveilleux instrument de « décervelage » qu'est la télévision...) à tout contrôle. Logiquement il faut détruire la cellule familiale et s'attaquer à la morale traditionnelle, considérée comme en étant le dernier rempart. Une fois « libéré » du despotisme de « l'amour traditionnel », du mysticisme qui valorise à l'extrême la simple copulation, l'homme sera enfin entièrement disponible...

Mécanisme élémentaire qui aboutit dans l'immédiat à accélérer la décadence de la forme de société à détruire, à rompre le couple, donc à supprimer la famille, puis en poussant jusqu'à l'écœurement la liberté sexuelle, en finir avec le sublime de l'amour. Sans illusions, sans espoirs, se croyant enfin libérés de sentiments, entraves voulues pour les empêcher d'agir et de penser, les hommes n'existeront plus que dans l'idéologie servie...

« Un adolescent d'autrefois... »

Difficile de résister à l'envie d'emprunter, quand il s'agit d'analyser l'hypocrisie de certaines attitudes, ce titre d'un livre de Mauriac...

La société traditionnelle a toujours ignoré — hypocritement — les problèmes sexuels des adolescents, encore dans l'enfance par leur peu d'importance socio-économique (sur le plan économique ce jugement est actuellement faux, l'argent dont disposent les jeunes croissant de plus en plus et alimentant une industrie spécifique) mais combien hommes par les désirs... Adolescence, temps où les pulsions sexuelles, jusqu'alors latentes, font brutalement irruption dans la vie de l'individu jeune. Pulsions qu'il contrôlera peu à peu en les pliant aux exigences morales. C'est-à-dire qu'il acceptera l'idée que l'amour et la procréation sont les formes sublimes de ces pulsions, et que tout cela se trouve dans le mariage.

Passage extrêmement critique où s'affrontent la promesse vague, lointaine, mais merveilleuse, de cette synthèse des sentiments et de la chair qu'est le mariage, vision idéale, et la réalité de problèmes, hélas beaucoup plus immédiats... auxquels il n'est pas de réponse. Problèmes plus rapidement

résolus par les classes ouvrières, dont la liberté économique est plus précoce. Il n'en est pas de même pour la population étudiante (sans cesse en extension) qui ne pourra acquérir cette autonomie financière que très tard (vingt-cinq ans).

Problèmes sexuels d'autant plus traumatisants que tout ce qui est sexuel (durant l'adolescence) est assimilé au mal. Et cela n'est pas l'apanage de la société traditionnelle, mais d'une façon surprenante se manifeste dans l'intelligentsia gauchiste. (L'affaire Gabrielle Russier en est un tragique exemple).

On pardonne les frasques d'un jeune homme (à condition qu'elles soient discrètes), mais celles d'une jeune fille sont ressenties comme une blessure, une salissure de l'honneur familial. (Toujours cette inégalité des sexes devant la morale).

La société traditionnelle a toujours attendu que « cette crise se passe » et se résolve dans la majorité des cas, par le mariage. Elle ne permettait d'ailleurs guère d'autres voies de sortie, et seules quelques âmes aventureuses osaient se risquer dans les domaines défendus. Ne pouvant imposer ni surtout contrôler la continence, on fermait les yeux sur l'onanisme — tant féminin que masculin, — les petites privautés homosexuelles (à condition que cela fût discret), habitudes qui protègent la virginité des filles, libèrent — en attendant mieux — les garçons, et assurent la quiétude morale des familles.

L'église a puissamment contribué à l'élaboration des interdits sexuels, mais, en contrepartie, a sublimé l'acte sexuel.

« Avoir commis l'œuvre de chair »... « être en proie au démon de la lubricité »... autant d'expressions bien propres à frapper les imaginations pour stigmatiser le péché.

Fait essentiel : la susdite « œuvre de chair » — (à condition qu'il n'y ait pas de recherches perverses (physiques ou morales)) — est absolument louable, et considérée comme une expression de l'amour divin pour les hommes, dans le mariage. En dehors du mariage ce n'est qu'une tentation du démon !

Et même dans le mariage, l'union physique n'est sublimée que par la possibilité de procréation, et doit être accomplie en ce sens. La recherche du plaisir seul étant alors une faute.

Cependant, en réduisant l'aspect physique des pulsions sexuelles à une part minime, l'église, par contre, sublimait l'amour, communion des âmes, instrument d'élévation morale. Réduisant la part de l'instinct, elle élevait celle des plus hautes vertus.

(Ces enseignements n'ont rien à voir avec le puritanisme — qui n'est qu'une forme d'impuissance, de frustration hypocrite et jalouse —. Le puritanisme s'est servi de ces conseils de continence, de pudeur, de sublimation des sentiments, et les a pervertis jusqu'à donner une image grotesque de l'amour).

Il n'est point de notre propos de juger, mais d'expliquer ; notons cependant combien — sans les excès et les déviations dus à quelques mystiques, plus ou moins névrosés sexuels — étaient sages ces conseils de l'Eglise. En sublimant la pulsion sexuelle pour qu'elle soit un moyen d'élévation morale, trouvant son épanouissement dans le couple, elle faisait de la cellule familiale un creuset hautement civilisateur.

Aujourd'hui, quelle image de l'amour offre-t-on à l'adolescent ?

De même que l'âge de la politisation est considérablement abaissé depuis mai 68, la découverte des pulsions sexuelles est, depuis quelques années, beaucoup plus précoce, précédant largement l'âge de la puberté.

Constamment agressé par les affiches publicitaires se répétant en longues théories obsessionnelles dans les rues, les couloirs de métro, et montrant la nudité dans des postures évocatrices, soulignées de légendes de plus en plus précises : « Infiniment désirable avec le soutien-gorge ou la culotte X. » « Le rouge baiser qui rend vos lèvres si délectables... » l'enfant se pose des questions sur ce monde qu'il ne ressent pas encore, et qui cependant l'obsède. Questions auxquelles les parents apportent rarement, ou maladroitement des réponses (bien souvent ils ne réagissent qu'en interdisant les questions — comme si cela pouvait supprimer la pensée, l'étonnement — et font que ces images du désir sont immédiatement assimilées au mal), très tôt, l'amour sera symbolisé par les images subies, et ainsi, lors de la puberté, par le seul désir sexuel. C'est à ce moment là que l'adolescent aura connais-

sance des philosophies nouvelles (style Marcuse) qui assimilent la liberté sexuelle à la liberté tout court.

Ne pouvant comprendre — qui le lui expliquerait ? assurément ni ses parents, ni ses professeurs — en dehors de la simple, mais angoissante nécessité physique qu'il éprouve, le devenir des pulsions sexuelles ; brutalement conscient des interdits qui l'entourent, traumatisé par l'idée du péché, paradoxalement amené à analyser bien des amours littéraires — amours « défendus » pour la plupart — dans lesquels la morale qu'on lui impose est malmenée (Julien Sorel et Madame de Rénal ; Rousseau et Madame de Warens pour les liaisons adolescent-femme mûre ; sans oublier certains poèmes « maudits » de Baudelaire ou Verlaine) ; d'une part accablé par des préceptes dont on ne lui a point démontré le sens et la justesse, ne répondant aux questions qu'il se pose que par des interdictions, de l'autre incité à l'étude de sentiments sublimes qu'il n'a pas le droit de vivre, l'adolescent ne semble exister pour la société qu'en tant qu'esprit en gestation, possibilités d'action futures, et doit assumer seul les fardeaux les plus douloureusement humains..

Face à l'écrasant mutisme de la société traditionnelle, son refus de justifier des enseignements — (dont elle pourrait aisément prouver la sagesse) — imposés et non expliqués, l'actuelle philosophie de libération sexuelle doit l'emporter.

Par l'érotisme et la pornographie, elle exalte les pulsions sexuelles, les rend légitimes et non coupables, incite à leur réalisation. Son but n'est pas de « promouvoir » la simple satisfaction physique. N'oublions pas que, si imposer l'érotisme face à la morale traditionnelle est certes une victoire, le but final est la destruction de cette morale et par conséquent de la société dont elle est le principal ciment.

Pour arriver à cela il suffit de prouver : tout d'abord qu'à travers l'histoire les interdits sexuels ont bien souvent changé d'objet, et que le pervers d'aujourd'hui était hier éminemment moral. Ensuite, en révélant les arcanes de la psychologie humaine, en montrant que tous nous possédons — à l'état plus ou moins latent — ces pulsions que nous réprouvons chez les autres.

Il est aisé de démontrer que le bien et le mal sont de simples produits de l'esprit humain, qu'en fait le seul mal est

l'atteinte portée à la liberté d'autrui, et que tant que la satisfaction de nos désirs ne prend pas de caractère objectif d'agressivité, elle est absolument légitime.

Raisonnement juste et profondément humain, en apparence, qui semble découler du principe suivant : si l'on cherche à se connaître soi-même, par la découverte de sentiments, de désirs, refoulés, on subit une grande leçon d'humilité qui permet de mieux comprendre, d'accepter les autres hommes. De même, on démontre qu'en jugulant, en brisant les pulsions sexuelles, la société traditionnelle n'a cherché qu'à les canaliser à son profit pour asservir l'homme : bientôt sublimées dans l'exaltation de la race ou de l'état, ces pulsions sexuelles se muent en agressivité que seules les guerres de conquête permettront d'assouvir. Encore une fois la démonstration est faite que : liberté sexuelle, signifie : La liberté...

« Les nouveaux maîtres à penser »...

L'érotisme, déjà omniprésent dans les actes les plus anodins grâce à la publicité, s'épanouit dans une littérature, proche bien souvent de pornographie. En plus du but idéologique recherché, il ne faut pas mésestimer la part de l'argent dans cette offensive littéraire : le fameux petit « livre rouge » s'est vendu à près de deux cent mille exemplaires — vingt-trois francs l'un — son homologue américain « Making Love » est en passe d'en faire autant, et le roman « Emmanuelle » à plus de trois cent mille exemplaires. Sans parler des magazines, sous-produits de « Play-boy » ou de « Lui » qui ne cherchent même plus à cacher leur sinistre vulgarité sous un vernis libertin « d'homme moderne qui sait vivre ».

Nous sommes loin de l'érotisme intellectuel et maniéré d'un Pieyre de Mandiargues, et beaucoup plus proches des œuvres du divin Marquis...

Tous ces écrits ont ceci en commun — mis à part leur piètre français — que les délires imaginatifs qu'ils décrivent sont justifiés par une pseudo-philosophie du bien et du mal, se disant issue de la notion platonicienne : ce qui est beau, est bien — et en tirant « la morale esthétique » —.

Balayant les vieilles valeurs : chasteté, pureté, fidélité, elles cherchent à démontrer que l'homme n'est pas fait pour la

prison du mariage dans laquelle l'enferme l'amour. Que l'amour lui-même, par la jalousie, la dépendance qu'il entraîne est une forme d'esclavage à détruire.

Il ne doit plus exister que de la complicité amoureuse, du « goût » — et chacun doit être libre, afin de se réaliser — de rechercher les plaisirs qu'il désire.

Plus encore que ces élucubrations phalliques, ce sont le cinéma et la presse pour adolescents qui vont répandre les principes libérateurs et agir sur la masse.

Il faut avoir lu les conseils prodigués dans les magazines (Style « 20 ans », « Mademoiselle âge-tendre »...) pour saisir l'importance du phénomène. Combat mené contre la virginité des filles en particulier. Non point incitation au passage à l'acte ! mais déculpabilisation sournoise des actes sexuels précoces, valorisation de celles qui osent braver la morale, se libérer des tabous, et par suite, mépris quelque peu condescendant pour les « bas-bleus » et autres « oies blanches ». On peut lire dans le courrier des lectrices : A seize ans, est-il normal d'être vierge ? A quoi est répondu : « Oui si tu as peur, si tu es encore « marquée par les principes », mais ne jette pas la pierre à celles qui ne le sont plus, car leurs raisons sont aussi estimables que les tiennes ». Façon prudente de dire « petite sottise »...

Sachant la force de l'exemple, le mimétisme surprenant de la jeunesse, on détaille avec complaisance — et en les présentant comme étant des êtres absolument exceptionnels — la vie d'artistes en vue.

« Le couple de l'année : il désire un enfant d'elle ». Tout le monde sachant qu'ils ne sont pas mariés, en insistant sur le fait qu'il a cinquante ans, et elle vingt. C'est presque du Hara-Kiri : « Professeur Choron, est-ce mal d'aimer quelqu'un qui pourrait être mon père ? »

Les jeunes vedettes de la chanson ou du cinéma, que l'on propose à l'adoration des foules adolescentes, sous l'éternel principe d'affirmer leur liberté, se déshabillent avec plus ou moins d'ingénuité, s'affichent avec de changeants « fiancés » — nouveau nom de l'amant, ou du gigolo — et se haussent au rang d'exemples.

La chanson elle-même s'érotise : après la fameuse « Annie aime les sucettes » susurrée par la voix acidulée d'une nym-

phette — dont le symbolisme n'a échappé à personne — mais qui pour des gens décidément peu vifs, ou volontairement aveugles pouvait passer pour anodine, les artifices utilisés s'effondrent et l'on peut entendre cette nouvelle fleur poétique de Gainsbourg « Entre tes reins, je vais, je viens » entrecoupée de soupirs évocateurs...

Au cinéma le film « Les Tricheurs » semble désormais digne d'un programme de patronage : après l'érotisme japonais, on est tombé dans la pornographie à motivation scientifique et éducatrice des films suédois où des visages convulsionnés par le plaisir se succèdent au fil des couples, quand ce n'est pas la vision furtivement saisie par la caméra d'un chien se glissant sous les draps...

Ainsi la seule image de l'amour qui, en définitif, s'impose à l'adolescent, est celle du sexe. Les philosophies exprimées ne sont utilisées que pour rompre les barrières morales, pour fournir des motivations « raisonnées » au laisser aller sexuel, à l'esclavage du désir.

L'acte sexuel devient chose banale, aussi anodine que le manger et le boire. L'amour, devenu « amour libre », n'est plus maintenant que complicité sexuelle. Les adolescents croient se trouver dans l'acte, et retombent dans une solitude encore plus profonde. On a bouleversé le processus ancestral, le schéma logique : se plaire, s'aimer, puis se donner. L'union physique n'est plus cette matérialisation merveilleuse d'une communion plus profonde, spirituelle, mais un but en soi, à travers lequel on poursuit l'illusion « qu'après », on s'aimera peut-être...

« Une jeunesse sans espoir »...

L'adolescence, ce creuset merveilleux où brûlent des passions que l'âge adulte figera — peut-être — à jamais, est avant tout avide d'idéal, d'amour vrai. Mais en utilisant les pulsions sexuelles brutes qui l'animent, son penchant pour les raisonnements et la contradiction, enfin en enseignant la pente la plus aisée à suivre, la « libération sexuelle », loin de l'apaiser, la précipite dans un gouffre.

En ôtant toute signification mystique à l'acte sexuel, en prônant l'érotisme et la multiplication des unions, elle détruit

l'espoir même de l'amour ; amour sur lequel, après la crise de l'adolescence, se bâtit l'âge d'homme.

Aboutissement prouvé par la fréquence croissante des tentatives de suicide d'adolescents qui affirment « ne plus croire en rien ». Crise de scepticisme et de cynisme chez les jeunes hommes pour lesquels la femme est réduite à ce que la mode et « l'égalité sexuelle » la font : une femme-gadget, impersonnelle, stérilisée et disponible. Sans illusion sur leurs compagnes, ils redoutent de bâtir un foyer ; ou, s'ils le font, essaieront de vivre en « couples modernes », formes d'association économique-sexuelle où la compréhension mutuelle remplace l'amour.

Pour les jeunes filles, qui bien souvent n'éprouvent durant l'acte amoureux qu'un plaisir médiocre (Il est bien connu que chez la femme il y a d'abord désir psychique, puis physique ; alors que chez l'homme, le désir physique peut exister en dehors de tout sentiment) il y a tout d'abord une recherche angoissée de ce plaisir, tant elles redoutent d'être incapables d'en ressentir, d'être frigides.

Partant de l'idée qu'il n'y a pas de femmes frigides, mais seulement des hommes qui ne savent pas s'y prendre, elles vont courir de mâle en mâle, espérant désespérément celui qui enfin les révélera à elles-mêmes.

Plus tard, devenant adultes elles prennent brutalement conscience de cette exigence psychologique fondamentale de la femme qu'est le désir d'enfanter, qu'aucune entreprise de démystification ou de libération ne peut dominer. Alors, elles saisissent l'importance de cette cellule familiale qu'elles avaient jusqu'à ce moment considérée comme un obstacle à leur liberté.

Mais, tout comme les hommes à leur égard, elles sont sans illusions sur leurs futurs époux.

Saisissant l'essence même du couple, la nécessité d'une confiance réciproque, de la fidélité, les adolescents « libérés » doutent d'eux-mêmes et de leur partenaire.

Même s'ils ne ressentent pas leur « jeunesse libre » comme une humiliation, une destruction de leur vision idéale du monde, il ne leur reste guère d'illusions sur l'avenir. Impossible d'oublier ce qui a été, vu ou vécu, et qui inexorablement détruit le présent.

Tristesse de ces enfants blasés, qui motivent un suicide manqué : « Me connaissant, je n'imaginai plus pouvoir lui être fidèle, et je ne croyais pas non plus qu'il puisse l'être »...

Ainsi, mis à part la faible proportion de ceux qui réussissent à rebâtir sur tant de ruines, ils se retrouvent seuls. Seuls à deux dans des couples formés par habitude, par lassitude.

Que reste-t-il alors pour multiplier des plaisirs dont on cherche désespérément à repousser les limites, pour découvrir de nouvelles sensations ? La drogue.

La drogue, refus de toute société, désir insensé de régression, de retour à l'enfance. Fameuse sagesse de la drogue ! qui n'est que résignation, aveux d'échec face à la vie.

Il est frappant de constater que la drogue intervient tout d'abord pour exalter les sensations sexuelles, accroître le désir, et ensuite aboutit à leur rejet total. La drogue signe la faillite du culte du plaisir. Pour beaucoup elle est le seul antidote à l'esclavage sexuel : remplacement d'un leurre, par une chimère.

Ainsi, dans l'absolu, cette escalade : liberté sexuelle, érotisme, sodo-masochisme se termine dans la drogue. Rejetant le monde du sexe libéré, le drogué cherche un monde idéal de pureté, de chasteté, d'oubli de ce qu'il a été.

Désir d'oublier... de croire, grâce à la drogue, une nouvelle enfance possible, et vivre à la lumière des erreurs passées, une adolescence idéale...

Après le culte du sexe, la drogue, ultime esclavage, qui permet de fuir définitivement un monde dans lequel on a perdu.

Michel COURS

Le Naufrage du droit International

I

CULPABILITE, VERITE, RECIPROCITE

L'attitude criminelle de l'Etat d'Israël vu les approbations que cette attitude reçoit de toutes parts posent à nouveau la question des principes du « Droit international » qui fut au centre des polémiques provoquées après la guerre par le procès de Nuremberg. Notre collaborateur J. Cheldon rassemble, dans une série d'articles, quelques faits peu connus qui peuvent servir à cette discussion.

La controverse insoluble.

L'opinion politique n'est jamais unanime. Quelle que soit la situation à juger, on découvre autant d'avis, qu'il se présente de volontaires pour les exprimer.

Cette diversité d'interprétations surgit à propos de n'importe quel fait politique, que l'on s'accorde ou non sur sa réalité.

Prenons, par exemple, le déclenchement de la guerre de 14-18. On n'épuisera sans doute jamais la discussion sur les intentions, bonnes ou mauvaises, justifiées ou inexcusables

des Nations belligérantes. L'Allemagne, désirait-elle une guerre préventive ; la France — la reconquête de l'Alsace-Lorraine ; la Russie — l'annexion des Détroits, avec Constantinople, par avance baptisé Tsaregrad ?...

Par contre, il est hors de doute que ce furent les zéloteurs du Panslavisme au sein du gouvernement de Saint-Pétersbourg qui ouvrirent les hostilités le 30 juillet 1914, en procédant sans nécessité avouable à une mobilisation générale ; techniquement impossible à interrompre et signifiant l'entrée en guerre.

Quoi de plus convaincant à cet égard que les déclarations conjointes des Chefs des états-majors russe et français, lors de la signature de la Convention militaire en 1892, puis de sa reconduction en 1912. Au général Obroutcheff de déclarer que la mobilisation dans son pays implique immédiatement « des effets actifs, des actes de guerre »... Et au général de Boisdeffre de préciser à l'attention du Tsar : « La mobilisation, c'est la déclaration de guerre »... Tandis que ce dernier lui confirme, en réponse : « C'est ainsi que je l'entends » (1).

Il est à noter que l'expérience, faite à la veille de la guerre russo-japonaise, démontra la difficulté de mener à bien une mobilisation générale, qui succède à une partielle. Or, en 1914, on se heurtait, non plus à une difficulté, mais à l'impossibilité matérielle de réaliser, avant longtemps, une seconde mobilisation générale, après avoir annulé une première. Pour cette raison fort simple que les feuilles d'appel pour les 15 millions de mobilisables n'étaient établies qu'en un seul exemplaire.

De là provient la fin de non-recevoir opposée à la démarche allemande, présentée le 31 juillet à 23 h. par l'ambassadeur Pourtalès. Elle réclamait l'arrêt de la mobilisation générale russe, décrétée la veille et commencée en secret l'avant-veille :

« Excellence, j'ai mission de vous déclarer que si dans un délai de 12 heures la Russie n'interrompt pas ses mesures de mobilisation tant du côté de l'Autriche-Hongrie que de l'Allemagne, l'armée allemande sera mobilisée tout entière. Le délai expirera demain à midi. Consentez, je vous prie, à démobiliser. »

La réponse, remise quelques heures plus tard par Sazonoff, ministre russe des Affaires étrangères, ne fit que corroborer les précédents refus :

«... Mais il nous est techniquement impossible de démobiliser, sans désagréger toute notre organisation militaire. C'est une considération, dont votre état-major lui-même ne peut contester la légitimité » (2)...

Comme on le voit, le fait russe reste parfaitement établi. Cependant, aujourd'hui encore il est approuvé par les uns et désapprouvé par les autres.

*
**

En analysant, à présent, les commentaires, non plus de l'événement, mais de la responsabilité de son promoteur, nous aboutissons au même résultat, à la même impasse.

A première vue, il ne peut en être autrement, toute situation étant jugée selon qu'elle profite aux uns ou nuit aux autres. Et le désaccord n'est pas moins sans issue, dès lors même que nous en saisissons la cause, tout en restant incapables de la surmonter. Car cette cause première réside : 1) dans le refus de retenir tous les agissements de même nature, qu'ils soient le fait de l'accusé ou de l'accusateur ; 2) dans le choix arbitraire d'un seul responsable parmi plusieurs auteurs de situations similaires ; 3) enfin, dans l'absence de conformité entre l'identité des causes et la disparité de leurs jugements.

Inutile, par conséquent, de rechercher un accord, tant que la querelle se déroule sans réciprocité. Comment prétendre faire l'unanimité, si l'on intervient dans la discussion, non point en arbitre, mais en partie intéressée, soit à la défense, soit à l'accusation ?

Illustrons cette évidence en reprenant le cas des agressions entre Etats. En admettant qu'on ne juge pas les vainqueurs, supposons que les dirigeants d'une Nation vaincue sont invités à payer de leur personne l'ouverture des hostilités. Doivent-ils réellement encourir une responsabilité personnelle, et laquelle ? Seulement politique ou encore pénale ? Au regard de la Constitution de leur pays ou devant une juridiction étrangère ?... Bref, faut-il les condamner ou les absoudre ?

Comme nous venons de le démontrer, la réponse correcte à une question de ce genre ne peut être trouvée qu'à l'aide, avant tout, d'un raisonnement impartial. Donc, à condition

de retenir et de placer sous la même enseigne, de situer sur le même plan toutes les agressions de la même espèce que celle qu'on prétend sanctionner...

A titre d'exemple, confrontons deux cas, pris au hasard. Celui de Napoléon III, lequel, sans parler des opérations coloniales, porte la guerre un peu partout à travers le monde : en Russie (1854-56), en Chine (1857-60), en Syrie (1860), en Italie à deux reprises (1859 et 1867), au Mexique (1861-67), enfin sur le sol de son propre pays, en la faisant à l'Allemagne (1870)... Et aussi cet autre cas, tout pareil au précédent, de Guillaume II. Car, en 1914, c'est bien lui qui fait franchir la frontière à ses troupes, engage les premiers combats, attaque la France. Et ce n'est pas Poincaré — tout satisfait qu'il soit de voir venir la revanche sur 70 — qui déclenche l'offensive contre l'Allemagne.

Face à ces agressions, parfaitement comparables, des deux Empereurs quelles furent les réactions des agressés ?

En 1870 on se conforma au droit international excluant toute responsabilité personnelle d'un Chef d'Etat. Le vainqueur lui-même se refusa catégoriquement d'enfreindre ce droit. A toute velléité de vengeance contre Napoléon III, Bismarck s'opposa en ces termes :

« La politique doit abandonner à la divine Providence le châtement des fautes éventuellement commises par les princes ou par les peuples. Elle n'a pas à punir, mais à prévenir » (3) !

En 1918, le même droit en vigueur est transgressé. Pour cette fois les vainqueurs adoptent une attitude opposée. Usant de leur force et uniquement à l'encontre de l'adversaire du moment, ils créent un droit nouveau, lui confèrent des effets rétroactifs et insèrent dans le traité de Versailles l'article suivant :

« Article 227. — Les Puissances alliées et associées mettent en accusation publique Guillaume II de Hohenzollern, ex-empereur d'Allemagne, pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité suprême des traités » (4).

A comparer les agressions équivalentes de Napoléon III et de Guillaume II avec leurs responsabilités inégalement envisagées, on constate sans peine que l'une des deux solutions trouvées est manifestement incorrecte. Précisément, parce qu'elle exclut la réciprocité. Parce qu'elle ne découle pas,

mais se dérobe à une confrontation objective et équitable de la seconde agression avec la première.

*
**

On ne le fera jamais assez ressortir : Tant qu'un état de choses commun à plusieurs n'est imputé qu'à un seul, on ne voit également qu'une seule donnée du problème. Or, pour le résoudre convenablement, il faut les posséder toutes !

Rien ne démontre mieux la validité de ce postulat que les effets de son inapplication. Pour mieux s'en convaincre, choisissons un exemple parmi les faits de notre époque et retenons ne serait-ce que celui des traitements subis par les membres des Gouvernements, capturés tour à tour durant la dernière guerre par leurs vainqueurs successifs.

Après la défaite de 1940, les responsables de la politique française, chefs d'Etats, de Gouvernements, d'Etats-Majors furent faits prisonniers et transférés en Allemagne. Albert Lebrun, Edouard Herriot, Léon Blum, Georges Mandel, Edouard Daladier, Paul Reynaud, Léon Jouhaux, Gamelin et, par la suite, le maréchal Pétain, le roi des Belges Léopold III, le régent de Hongrie, l'amiral Horthy, tous sans exception furent logés dans des châteaux ou villas luxueuses de Itter, Babelberg, Königstein, Zigmaringen, Hierstein, Hirschberg, etc... Ceux qui le désiraient étaient installés, soit avec leurs épouses, comme Lebrun ou Herriot, soit avec leurs secrétaires, comme Reynaud, accompagné de Mlle Mabire, ou Jouhaux, de Mlle Bruklein (5).

Les prisonniers bénéficiaient des services d'une domesticité nombreuse, d'un ravitaillement réservé au corps diplomatique et de bien d'autres avantages ne leurs fournissant pas l'occasion de formuler une plainte quelconque. Le maréchal Pétain trouvait même presque ridicule la dimension et le nombre des salles de bains, mises à sa disposition et à celle de sa suite (6).

A partir de mai 1945, ce fut le tour aux 24 responsables du III^e Reich hitlérien de connaître la défaite et la captivité. Du jour de leurs arrestations par les anglo-américains (sauf Raeder et Fritzsche, faits prisonniers par les Soviétiques) et jusqu'au 15 octobre 1946, ils subirent une détention à la prison de Nüremberg, dans des conditions sans précédents.

Régime cellulaire au secret, isolement total, promenades solitaires d'une demi-heure par jour. Une sentinelle devant chaque cellule, observant le détenu par un judas toutes les 30 secondes, jour et nuit. Lumière allumée en permanence. Sommeil interrompu, dès que le visage du dormeur ne fait plus face à la porte, que ses mains ne sont plus hors de la couverture, etc. Corvées quotidiennes de nettoyage de sa cellule et de sa « boîte à détritrus ». Repas à la gamelle : petit déjeuner — flocons d'avoine et biscuit, déjeuner : soupe, hachis aux pommes de terre, légumes et café ; souper : œufs bouillis et carottes, ration de pain pour la journée. Vêtements privés interdits, en dehors des séances du Tribunal. Lunettes, cravates, bretelles, lacets de chaussures supprimés. Rasage par un droit commun, en présence d'un gardien. Garde à vous devant les geôliers de tout grade. Interrogatoires quotidiens par des psychiatres, psychologues ou psychanalistes des services spéciaux américains. Défense de communiquer entre prisonniers, même dans la salle du Tribunal. Interdiction de donner la main pour saluer quiconque, même son avocat. Obligation de traverser tout nu les couloirs du bâtiment, avant d'endosser son uniforme ou vêtements civils, pour gagner la salle des séances du Tribunal (7)...

Voici, entre autres, la plainte présentée devant les juges de Nüremberg par Julius Streicher :

« Quatre jours, j'ai été laissé sans habits dans ma cellule ; j'ai été jeté à terre ; j'ai été enchaîné ; j'ai dû baiser les pieds des nègres. Des officiers blancs et de couleur me crachaient dans la bouche, et quand je fermais la bouche, ils me la rouvraient avec un bâton. Lorsque je demandais de l'eau, on me conduisait dans les latrines, en disant que là je pouvais boire » (8)...

La plus superficielle des confrontations entre les conditions de captivité, réservées aux prisonniers de 40 et à ceux de 45, nous permet d'arrêter toute discussion à ce sujet. Les deux situations à juger sont par trop nettes et claires pour qu'on envisage de bonne foi et l'esprit sain la nécessité d'une polémique. En effet, une fois choisi le genre d'internement pour les dirigeants d'une Nation primitivement battue, il serait d'une iniquité insupportable de l'aggraver ultérieurement par l'ancien vaincu à l'encontre de son ancien vainqueur.

Le débat entre partisans du « château » et les fidèles de la « prison » n'est donc même pas à ouvrir. Les faits parlent d'eux-mêmes. Il suffit de les énoncer sans crainte et à haute voix, pour que résonne, en écho, à nos oreilles un verdict, rendu sans procès.

*
**

Nous venons de démontrer l'impuissance de l'opinion publique à produire un jugement tant soit peu impartial. Tout fait politique la paralyse. Aussi ses facultés d'appréciation se trouvent conditionnées par des politiciens de profession. Les politocrates au gouvernement ou dans l'opposition.

Mais, comme l'ont démontré les exemples précédemment avancés, dans ce conditionnement il y a une espèce de graduation progressive.

Tout d'abord, apparaît l'Intérêt qui nous incite à imputer uniquement à notre adversaire l'un de ces méfaits que nous commettons tous les deux à différentes occasions.

Vient ensuite l'usage de la Force, qui facilite l'acceptation généralisée de notre innocence et autorise la condamnation de l'ennemi coupable.

Enfin, s'appuyant sur l'Intérêt et la Force, c'est l'Arbitraire intégral qui permet de pratiquer une justice sommaire et d'anéantir le rival. En se débarrassant de lui une fois pour toutes, on n'a même plus à évoquer les arguments éventuels d'un contradicteur inexistant.

Cette conception de la Justice — dernière en date — a dû se forger par la fusion de bien différentes notions de droit, toutes empruntées à des peuples de civilisations dissemblables. Amalgame qui ne pouvait se faire et réussir qu'aux Etats-Unis d'Amérique. Où chaque citoyen est un descendant d'étrangers naturalisés ou un naturalisé lui-même.

Mais cette justice « américaine », en quoi diffère-t-elle à présent de chacune de ses composantes. Quelle est son essence nouvellement créée. Et que nous apporte-t-elle en ce XX^e siècle d'une Civilisation agonisante... Ou le premier de celle qui lui succède ?

J. CHELDON

(A suivre)

Chronique des Arts

UN HOMMAGE ABUSIF :

MARC CHAGALL AU GRAND PALAIS

Dans sa partie centrale, celle qui relie les deux grandes ailes en bordure de l'Avenue Winston-Churchill et de l'Avenue Franklin-Roosevelt, partie fermée depuis la guerre, le Grand Palais, après l'exécution de travaux considérables de restauration et d'aménagement, vient de rouvrir au public l'accès de ces locaux rénovés, dotant Paris d'un centre muséographique et culturel digne de lui, qui lui faisait notoirement défaut. Cette inauguration s'est faite avec la présentation d'une vaste rétrospective Marc Chagall, en manière d'hommage.

Avant de rendre compte de cette très importante manifestation, pour le moins égale par sa dimension et son éclat à celle qui devait célébrer avec tant de faste le 85^e anniversaire de l'espagnol Pablo Picasso, je tiens à formuler quelques observations de principe et de fait. Je n'ai, bien entendu, aucune hostilité à l'égard de Chagall et de son œuvre. J'ai rendu compte, ici même, avec bienveillance de la manifestation que lui avaient consacrée les Musées nationaux à l'occasion de la donation faite par l'artiste à la ville de Nice : noyau d'un nouveau musée d'art moderne en la grande cité méditerranéenne qui en était dépourvue. Mais devant tant

de prévenances, tant de soins apportés à la glorification de l'œuvre d'un artiste, dont on ne peut affirmer sans crainte d'erreur qu'il ait sa place marquée parmi les grands maîtres de l'art, ceux dont la personnalité et le prestige effacent tout autre considération, — après l'installation de son plafond à l'Opéra, plafond qui fit couler plus d'encre que le peintre n'employa de couleurs à réaliser ce chef-d'œuvre pour le moins hors de lieu, — après sa rétrospective du Musée des Arts décoratifs, qui n'était pas si lointaine et qui paraissait avoir épuisé le sujet, — après l'installation outreucidante d'un baraquement provisoire dans la cour des Tuileries, destiné à nous faire admirer les vitraux que l'artiste destinait à Israël, peut-être et devant ce concert d'admiration, sans restriction ni fausse note, dans notre presse écrite et parlée, sera-t-il permis de dire qu'il y a en tout cela un défaut de proportion et un manque de mesure. Défaut de proportion avec la valeur effective de l'œuvre. Manque de mesure dans la célébration de cet artiste, russe d'origine, français d'adoption et sans doute de cœur — je veux bien l'admettre — mais surtout ami de lui-même et de sa renommée, en dépit d'une feinte modestie, un parmi ces habiles qui ont si bien retenu le conseil de l'animateur prestigieux que fut notre grand Lyautey : « **Savoir faire et faire savoir** ». Encore faut-il que le **faire savoir** n'outrepasse pas le **savoir faire** et bien que cette manière d'opérer corresponde parfaitement à la mentalité et aux pratiques d'une époque où la publicité est reine, élevée à la hauteur d'une technique et d'un art qui se suffisent.

Les exemples de ces outreucidances sont trop habituels, trop quotidiens dans notre société de consommation pour qu'on puisse en négliger l'incidence. De la même manière que l'on prétend faire une chanteuse de réputation mondiale, « **une grande voix humaine** » (je cite) d'une petite sottise, dont l'âge mental ne dépassera jamais celui de l'enfance, dont les moyens d'expression sont rudimentaires et sans aucun espoir de perfectionnement, dont la voix mince et chevrotante est déjà affectée de cet accident banal qui mettait hier un terme à la carrière d'un simple choriste, sans parler de celle d'un soliste ou d'un premier rôle, de la même manière on hisse au premier plan de la scène artistique des réputations pré-

fabriquées par une adroite concertation de marchands, de publicistes, de critiques appointés en ces feuilles éphémères qu'emporte le vent de l'actualité, mais qui n'en opèrent pas moins, dans l'esprit de leurs lecteurs apprivoisés, d'assez indélébiles oblitérations du sens critique et du simple bon sens.

Funérailles nationales faites au bon abbé Delille, ce versificateur ingénieux et prolix dont pas un candidat au bachot ne retient aujourd'hui le moindre hémistiche ! Cadavres panthéonisés, qui seront jetés à la décharge publique ! Pour un Victor-Hugo, justement immortalisé, combien de Trissotin, coqueluche des salons, intronisés dans les académies, adornés des plus flatteuses distinctions, dorment au cimetière des gloires défuntes, sans éveiller l'attention du moindre grimaud de collègue ! Et il est assez singulier, assez déconcertant, on peut dire décourageant au moins dans l'immédiat, de voir les pouvoirs publics apporter tant de sollicitude, disposer si inconsidérément des crédits parcimonieux, dont est doté notre Ministère des affaires culturelles, pour la célébration quasi unilatérale d'artistes, qui en des temps troublés vinrent chercher refuge à Paris, Mecque de tous les transfuges de la politique, de la pensée et de l'art. Je veux bien attribuer à l'air qu'on respire sur les bords de la Seine un assez étrange pouvoir, la détermination d'une sorte d'état de grâce, mais il est assez singulier que tous ces Rastignac, à la conquête de la renommée et de la fortune, s'y soient donnés rendez-vous à partir des rives de l'Oder, de la Moldau, de la Vistule, voire de celles plus lointaines du Dniepr et de la Volga, et que les riverains de la Garonne, de la Loire, du Rhône ou des affluents de la Seine aient été simultanément frappés d'impuissance. Je veux bien admettre que l'Esprit souffle où il veut, quant il le veut, mais je trouve assez déconcertant qu'il ait soufflé quasi uniment sur quelques cantons reculés de l'Europe centrale ou des rivages de la Mer Baltique ! Je trouve encore plus singulier que nos Pouvoirs publics, tout en refusant à Israël la livraison des *Mirage* qui lui appartiennent, qu'il a soldé de ses deniers — ce qui n'est pas si commun chez la plupart de nos clients d'outre-mer, qui sont aussi nos débiteurs les plus insolvables — offrent en contre-partie dérisoire ces pompeuses célébrations des aptitudes impies de quelques-

uns de ses transfuges à exalter les images, en violation des interdits du Pentateuque et des proscriptions du Talmud!

Je sais bien que la logique et la politique ne marchent pas sur les mêmes chemins, mais serais-je le contribuable français le plus obtus, le plus fermé aux arts et aux disciplines supérieures de la pensée, je demanderais tout de même à comprendre et à ce qu'on m'explique l'apparemment inexplicable. Je crois être, cependant, sinon un porte-flambeau de l'art prétendu moderne du moins un esprit indépendant, un amateur sensible, un critique qui s'efforce d'être impartial sans céder à aucun préjugé favorable ou défavorable. J'ai publié, à l'occasion de la récente Exposition d'Israël à travers les âges, une suite d'articles de la plus sereine objectivité (1), qui me dispense d'exhiber mes passeports, et j'ai été probablement le seul à y aborder avec une totale franchise le problème épineux de **la contribution des artistes juifs à l'art français contemporain**, sans prétendre pour autant la nier ou la sous-estimer. Cela me met tout à fait à mon aise pour rendre compte de cette manifestation abusive consacrée à l'un d'entre eux.

Je serai bref. Chagall peintre de chevalet, et quelle que soit l'époque à laquelle se rapporte sa foisonnante production, m'est toujours apparu comme un peintre folklorique, un imagier disposant de moyens assez élémentaires — et ce n'est pas l'opinion de Lionello Venturi qui pourrait modifier ce point de vue objectif. Je ne connais pas une seule de ses œuvres qui puisse soutenir la comparaison avec celles d'aucun peintre authentique, ayant à défaut de génie, et quelle que soit l'esthétique à laquelle il se réfère, un incontestable talent. Ceci dit avec quelques réserves favorables à Chagall aquarelliste et graveur, usant de techniques où la spontanéité de son écriture, un chromatisme élémentaire et violent lui ménageaient de meilleurs aboutissements.

Chagall décorateur et scénographe n'est que l'extension du peintre de chevalet, avec cet avantage, là encore, que le recours aux procédés directs et rapides de la détrempe lui fait la part facile et belle, et bien que ses grandes toiles de fond

(1) « **Le Peintre** » : n^{os} 365-366-369 : mai-juin-septembre 1968.

et ses rideaux de scène, soient beaucoup plus peuplés que composés ; ils valent surtout par leurs partis pris, eux aussi très élémentaires. Chagall illustrateur me paraît procéder de la même veine ; son art primesautier, naïf, son goût des images colorées sont celui d'un enlumineur, ce qu'il eût été en d'autres temps, où de fortes disciplines sociales et artisanales maintenaient chacun à sa juste place.

Le verrier et le céramiste sont loin d'être négligeables, bien que ce soit une singulière gageure que d'avoir demandé au premier d'exécuter les cartons pour les verrières de la Cathédrale de Metz, où ces décors ingénus et sommaires, tant par le dessin que par la couleur-lumière, s'inscrivent assez mal dans un tel vaisseau et une telle ambiance. La seule partie, — la plus exigüe dans ce vaste ensemble, comprenant sur les trois étages de salles du Grand Palais 475 numéros au catalogue (contenu qui est loin de justifier le contenant) — est cette petite rotonde où sont exposés céramiques et sculptures. Le côté joaillier de l'artiste, son atavisme oriental trouvent dans les arts du feu d'heureux et quelquefois assez singuliers aboutissements, où la part du hasard n'est pas exclue : celle du feu faisant rutiler les émaux en les associant à la paroi d'argile vitrifiée. Quant aux sculptures s'insérant dans une tradition d'imagiers dont l'auteur retrouve instinctivement les transpositions plastiques et certaines efflorescences épidermiques, elles sont peut-être et à mes yeux le moins célébré quoique le plus authentique apport de cet artiste doué mais qui pour s'exprimer a besoin d'un contact direct avec l'objet : ces objets dont il réussit, dans ses peintures, d'hétéroclites et savoureuses juxtapositions mais dont il n'a jamais réussi à opérer la synthèse en une prise de possession effective et une conception supérieure de la création artistique.

Tout ici est intéressant, mais n'exigeait ni la mobilisation d'un grand musée, ni tant de moyens, ni tant d'honneur, ni tant d'emphase, ni tant de coûteuse publicité, alors que le patrimoine artistique de ce pays en est réduit pour sa seule sauvegarde aux expédients. Le jour où nos pouvoirs publics se décideront à honorer nos artistes les plus authentiques et à le faire en de justes proportions, de quels superlatifs, de quels crédits faudra-t-il alors qu'ils disposent ?

F.-H. LEM

CHRONIQUE DES LIVRES

Général Jean CHARBONNEAU, « L'Envers du 18 juin 1940 »
(Robert Desroches, éditeur).

Lorsque la « drôle de guerre » éclate en 1939, le Général Jean Charbonneau « exerce — dans la région d'Hanoi — un commandement de troupes et un commandement territorial ». La certitude de la victoire fait place, lentement, à une sourde inquiétude. Au printemps 1940, Jean Charbonneau est rapatrié vers la métropole alors qu'apparaissent déjà les signes de notre défaite, alors que chacun se voile la face pensant ainsi écarter le danger. « Ma première impression, en débarquant à Marseille, est précisément que personne veut croire à cette catastrophe ».

Peu après son arrivée en France, il est nommé conseiller technique à la préfecture maritime de Brest et de ce poste, il assiste à la Campagne de France, c'est-à-dire à l'éparpillement de nos armées, aux désertions et surtout à l'Exode qui fait que la moitié du pays se voit contraint d'héberger l'autre moitié alors que la pression allemande ne cesse de s'accroître. La situation est sans espoir et les Anglais profitent qu'il existe encore quelques issues de secours pour retourner dans leur île. Sur 25 divisions promises par Churchill, une seule « débarquera une partie de ses éléments ». Le Gouvernement français se voit contraint de demander l'armistice et « le second sentiment, après quelques secondes de stupéfaction, s'exprime par un véritable « ouf » de satisfaction... Cette mentalité, les adversaires les plus résolus du Maréchal Pétain au cours du procès de celui-ci en 1945, n'ont pu nier qu'elle existât dans la presque-unanimité de la nation ».

En ce qui le concerne plus personnellement, le Général Jean Charbonneau est chargé d'organiser la défense militaire de Brest dans le but de retarder l'avance des troupes ennemies. Il nous explique longuement de quelle manière il procéda, compte tenu surtout des faibles moyens mis à sa disposition. Mais tant d'efforts sont voués à l'échec puisque, le 19 juin au soir, Brest capitule. Cette défense aura tout au moins permis aux bateaux de prendre le large et d'éviter ainsi qu'ils ne soient réquisitionnés comme prise de guerre.

Au moment où les Allemands entrent dans Brest, Jean Charbonneau a déjà quitté la Préfecture Maritime et se trouve à bord du « Mistral », contre-torpilleur qui fait route vers l'Angleterre. Là, il est chargé de réorganiser les « Forces Françaises regroupées en Angleterre » mais « la masse des militaires et marins français se trouvant alors en Grande-Bretagne ne manifestait pas beaucoup d'enthousiasme pour y rester ». En effet, pour la plupart, l'armistice apparaît comme étant la meilleure solution qui leur permette de retrouver chaumière et village. Quant au Général Charbonneau, deux possibilités s'offraient à lui. Rester ? La chose semblait difficile, les Anglais ayant manifesté tout au long de cette période le peu de goût qu'ils avaient de garder tant de Français chez eux : « Non seulement les Britanniques ne nous ont guère inciter à rester à leurs côtés, mais ils ont tout fait au contraire pour nous en dissuader ». Il préféra donc partir comme beaucoup d'autres Français et le 1^{er} juillet, les premiers contingents quittent l'Angleterre à destination du Maroc. Du Maroc, il passe en Algérie où il exerce « un beau commandement » qui lui laisse cependant suffisamment de temps pour noter les réactions de chacun face aux différents événements.

« L'Envers du 18 juin 1940 » est un livre plein de vie et que j'ai lu avec un très grand plaisir. Ces quelques notes d'histoire non officielle nous aident à comprendre les hauts faits dont on parle toujours.

Jean-Paul ROUDEAU

Max GALLO, « Histoire de l'Espagne franquiste » (Editions Robert Laffont).

Max Gallo est un jeune universitaire, agrégé d'histoire et spécialiste de l'époque contemporaine — il est l'auteur d'une « Italie de Mussolini » ainsi que d'une « Affaire d'Ethiopie » —.

Son « Histoire de l'Espagne franquiste » a le mérite de combler heureusement un vide. Ce n'est pas que les ouvrages sur Franco ou l'Espagne franquiste n'abondent, mais jamais à ma connaissance, un auteur n'avait abordé l'étude de ces trente années d'histoire d'une manière aussi complète. Le second mérite de l'auteur est de n'avoir pas trop sacrifié aux modes d'opinion et d'avoir recensé presque honnêtement les mérites et les défauts des uns et des autres. Il faut bien avouer d'ailleurs qu'il est difficile de parler objectivement de Franco car il y aura toujours un aspect propre à choquer les convictions de chacun tant cette politique est complexe et ambiguë.

Reconnaissons avec Max Gallo que Franco est un fin politique qui mit dans le choix de ses décisions toute la patience et tout le calcul qui font la réputation des Galiciens. Il a survécu à Hitler et Mussolini sans lesquels il n'aurait sans doute pas gagné la guerre civile. Doutant dès 1941 de la victoire des pays de l'Axe, devinant que l'alliance russo-américaine ne pourrait être qu'éphémère, il a utilisé à son profit, avec un art consommé de tacticien, tous les antagonismes et toutes les haines nées de la Guerre froide. Dès 1950, du fait de son régime anticomuniste, les Etats-Unis s'intéressent à l'Espagne et commencent à lui accorder une aide financière. Les organisations internationales révisent leurs positions, considèrent l'Espagne avec des yeux nouveaux, rangent leurs catéchismes démocratiques dans les tiroirs et, en décembre 1955, l'Espagne est admise à siéger à l'O.N.U. Puis les événements vont aller très vite et l'Espagne va bientôt siéger dans presque toutes les organisations internationales — et même parfois s'en retirer de son plein gré — et l'on peut se demander aujourd'hui si elle ne précédera pas la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Le tourisme aidant, il n'y a plus maintenant que quelques irréductibles à dénoncer le « fascisme » du régime et chacun qui visite l'Espagne peut se rendre compte du travail accompli par ce pays, dévasté à l'origine et longtemps mis en quarantaine par les « démocraties » triomphantes.

Faut-il en conclure que l'Etat ne connaîtra pas des lendemains incertains ? Bien sûr que non et la désignation de Juan Carlos comme futur roi n'est pas une décision rassurante pour la survie du franquisme. Le général Franco a d'ailleurs déçu trop de ses fidèles — la Phalange par exemple — qui ne le suivent encore qu'en souvenir de ce qu'il fut, pour que les lendemains s'annoncent sans nuages.

En tout cas, il faut féliciter Max Gallo de n'avoir pas escamoter les problèmes qui se posent aujourd'hui pour l'Espagne, faisant peut-être une trop grande place à une opposition dont on recherche vainement le programme de remplacement.

« Histoire de l'Espagne Franquiste » est un livre clair, précis, agréable à lire et qui nous permettra certainement de comprendre « l'après franquisme », quel qu'il soit.

J.-P. R.

DELPERRIER DE BAYAC, « Histoire de la Milice » (Editions Fayard).

Plutôt que « Histoire de la Milice », j'aurais conseillé à M. Delperrier de Bayac d'intituler son ouvrage : « Des histoires sur la Milice » dans la mesure où les ragots et les fables ont droit à une plus large part que l'histoire véritable. Je sais bien qu'aujourd'hui chacun peut se prétendre historien pour peu qu'il traite du passé, mais, histoires pour histoires, je préfère encore celles d'Astérix qui n'ont pas la prétention d'enseigner la vérité.

Tout d'abord, j'ai été pour le moins surpris que l'auteur ait fait du maréchal Pétain et de Pierre Laval des hommes « de la droite », c'est-à-dire ses esclaves, ses serviteurs ou ses valets. C'est une opinion aussi farfelue que celle qui consisterait à présenter Staline comme étant à la solde d'Hitler. L'Histoire ne se satisfait pas de bavardages et exige des preuves. Or les preuves du contraire existent et auraient évité à l'auteur de commettre ce contre-sens s'il avait pris son travail à cœur et ne s'était pas seulement fié à ses impressions.

Durant toute la III^e République, Pétain fut considéré par la plupart des politiques comme étant l'un des chefs militaires les plus fidèles à la République. Il est prouvé par exemple qu'il refusa à plusieurs reprises d'apporter sa caution aux ligues pour la seule raison qu'elles ne visaient pas seulement à tuer le régime parlementaire mais aussi l'Etat républicain lui-même. Par la suite, il sera appelé au gouvernement par des hommes qui, sans être particulièrement à gauche, n'en entretenaient pas moins de cordiaux rapports avec elle. D'ailleurs, l'Assemblée qui vota les pouvoirs au Maréchal Pétain fut celle élue en 1936, c'est-à-dire la Chambre de Front Populaire. Il semble difficile d'affirmer que tous ces députés, en l'espace de quatre ans, aient été séduits par le fascisme.

Quant à Pierre Laval et à son action, je ne voudrais m'en rapporter qu'au livre de Claude Gounelle — (« Le Dossier Laval ») (1) — qui foisonne en témoignages dont il ressort

(1) « Le Dossier Laval », par Claude Gounelle à Diffusion de la Pensée Française, 86-Chiré-en-Montreuil, C.C.P. 2920-71 B.

que, jusqu'en 1939, la principale préoccupation de l'avocat auvergnat sera d'isoler l'Allemagne. Dans ce but, il signera en 1935 un traité d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S. Il montrera l'erreur que constituèrent les sanctions prises à l'encontre de l'Italie au moment de l'affaire d'Ethiopie. Elles ne réussirent qu'à nouer des liens entre l'Allemagne et l'Italie alors que Mussolini n'avait jusqu'à présent aucune estime particulière pour Hitler et son régime. Il faut être un sot ou un coquin pour pouvoir écrire que Laval ne rêvait de faire de la France qu'une province allemande.

Mais venons-en maintenant à la Milice puisque c'est elle qui sert de prétexte à ce « roman ». Fondée officieusement en 1940 par Darnand (Service d'Ordre Légionnaire puis à partir de 1942 Milice Française), elle fut officialisée en janvier 1943 par décret du gouvernement Laval. Elle constituait « la force indispensable pour mener la lutte contre toutes les puissances occultes », ayant entre autre mission celle de « lutter contre le communisme ». Elle recrutait ses membres surtout dans les rangs de la droite traditionnelle — à l'exception des Maurrassiens — et ceux des « Européens ».

M. Delperrier de Bayac recense avec un luxe inouï de précisions tous les excès généreusement mis sur le dos de la Milice. Je voudrais cependant rappeler à l'auteur quelques points qu'il semble avoir ignorés. Jusqu'à la fin de 1943, les miliciens ne possédaient aucune arme et le nombre abattu durant cette année fut si important que Darnand, auquel Laval refusait toujours l'armement de ses hommes, songea à dissoudre la Milice ou à démissionner. D'autre part, le déchaînement du fanatisme ne fut pas le seul fait des Miliciens et M. Delperrier de Bayac le sait fort bien malgré ses silences, complices de la résistance. Et d'ailleurs, dans cette guerre civile, en quoi l'action de l'une était-elle plus excusable que celle de l'autre d'autant que l'on sait aujourd'hui que la Résistance ne fut pas cette épopée grandiose que la propagande des vainqueurs impose mais, la plupart du temps, le meilleur moyen de faire fortune impunément ? Comme toutes les causes, la Milice eut sans doute ses bandits, mais elle eut aussi dans ses rangs des hommes sincères et honnêtes... et elle eut son lot de martyrs. Le goût assassin des résistants s'intéressa dans cette affaire autant aux miliciens eux-mêmes qu'à leurs familles ou même leurs amis.

Le seul conseil que je pourrais donner à M. Delperrier de Bayac est de faire attention car à trop vouloir jouer les imbéciles il arrive un moment où l'on se prend à son propre jeu.

SAINT-LOUP, « Nouveaux Cathares pour Montségur » (Presses de la Cité).

Ce gros volume risque de ne pas être compris par une partie du public. Celle qui lira cet ouvrage comme un roman, c'est-à-dire qui se passionnera à l'histoire, qui s'attachera aux personnages. Cette partie des lecteurs ne retiendra que l'évolution d'un groupe d'individus avec leur destinée individuelle depuis leur adolescence jusqu'à l'âge d'homme mûr. Ces gens aimeront ce livre car Saint-Loup sait faire vivre ses personnages, sait les analyser et sait bien conter ce qu'il aime et qu'il a tant aimé depuis sa propre jeunesse : la moto, la montagne, la vitesse, le risque, les auberges de jeunesse, l'esprit de camaraderie.

Ces lecteurs seront contents de leur lecture.

Et pourtant, ces gens seront entièrement passés à côté de la plaque, ils n'auront pas vu que ce qu'ils ont retenu n'est qu'épiphénomène, n'est qu'anecdote, n'est là que pour maintenir constant l'intérêt, ne sert que de décor.

L'intérêt de ce livre est ailleurs. Ces « nouveaux cathares » ont 3 pôles d'ancrage fondamentaux qui sont :

- la défense et l'éveil des « patries charnelles » (ici, le début de la prise de conscience de l'Occitanie) ;
- la soif d'absolu (le symbole en était Auda-Isarn) ;
- la nécessité pour l'homme Blanc de retrouver son « code de conduite », de partir à la conquête du Graal donc d'avoir une philosophie « a-chrétienne » et de récupérer sa pureté originelle.

Les lecteurs, qui ne se seront pas laissés dérouter par Saint-Loup qui a traîtreusement baptisé son livre « roman », trouveront facilement la trame, la « philosophie » sous-jacente. Et alors, ils comprendront clairement que ce livre, loin d'en être totalement distinct, est au contraire dans la droite ligne des « Hérétiques ». C'est le même combat de l'Homme Blanc qui est dépeint, seules ont changé l'époque et les circonstances. Ceux qui auront compris cela sucèrent avec délices la « substantifique moelle » de ce livre.

A noter un remarquable passage de 12 pages qui décrit l'atrocité des exécutions sommaires et de l'épuration à Carcassonne en 1944-45. C'est un livre que je conseille à tous ceux qui sont préoccupés du devenir de l'Aryen et à tous ceux qui s'intéressent aux problèmes des ethnies (à ce sujet, je signale en annexes une carte explicite de l'Occitanie et le programme des divers partis nationalistes ou autonomistes occitans).

Yann BEUZEC

Mussolini, Brassilach et José Antonio en posters, édités par les Editions de l'Occident, B.P. 73.09 à Paris (9^e).

Nous ne pouvons que saluer vivement l'équipe qui a pris et réalisé cette initiative car :

- 1) c'est original (avant eux, personne n'avait osé le faire) ;
 - 2) c'est courageux ;
 - 3) les 3 portraits (37 × 58) sont très réussis et bien choisis.
- L'affiche coûte 6 F ; les deux : 11 F et les trois 15 F.

Les gauchistes et les snobinards se flattent d'afficher les posters de Guevara, Trotsky et autres Lénine. Les jeunes fascistes doivent faire de même quant à leurs morts.

Vous pouvez régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-lettre ou par chèque postal (C.C.P. La Source 30.384.85).

Vous ne regretterez pas votre achat et vous aurez aidé une équipe dynamique.

Yann BEUZEC

COLLECTION, « Hommes et faits du XX^e siècle » (S.E.R.P. Disques, 6, rue de Beaune, Paris (7^e)).

L'intérêt de cette collection de microsillons 33 tours réside en plusieurs points qui sont :

— C'est une source de documentation inestimable. Imaginez la chance que ce serait si on pouvait entendre Robespierre, par exemple, prononcer un de ses discours.

— C'est de qualité. Par exemple, en 1969, cette collection a obtenu « le Grand Prix du Disque » pour « Les Marches et Refrains de l'Armée Française » ainsi que le « Prix du Disque Celtique » pour la « Révolution Irlandaise ».

— Les sujets en sont très variés tant pour les thèmes (politique, guerre, folklore, etc.) que pour l'inspiration (au catalogue se côtoient aussi bien les chants de la S.S. que ceux des anarchistes, les discours de Doriot que ceux de De Gaulle, les chants de guerre des Chouans que ceux d'Israël).

— Jean-Marie Le Pen qui dirige cette collection, aidé par Pierre Durand a eu une bonne idée au départ. En 1969, une documentation sérieuse ne peut pas être **uniquement** livresque : le texte ou l'image ne suffisent pas à tout expliquer. Le son est une 3^e dimension bien utile, qui ne concurrence pas la lecture mais vient en support, parfois indispensable. Le Pen l'a compris et a réussi dans son entreprise. Jugeons-en :

● **Les Chants de Guerre de l'Armée Allemande (1939-40)**
Réf. HF 10/11, 30 F.

Ce disque contient des passages d'une valeur historique de première grandeur (morceaux toujours très réussis techniquement). En effet, vous y entendez Hitler annonçant l'entrée de ses troupes en Pologne ; vous entendez Neville Chamberlain qui, à la radio, annonce que son pays vient de déclarer la guerre à l'Allemagne. Au cours d'une manifestation publique, vous entendez Mussolini annoncer son entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne. Vous aurez aussi la voix du général Huntzinger et celle du général Keitel lors de la signature de l'armistice à Rethondes (22 juin 40). En bref, vous prenez connaissance des événements-clé de cette période par la voix même des principaux acteurs !

L'ordre y est chronologique, les liaisons entre ces faits sont obtenues par des explications courtes mais précises. Les chants sont de qualité, bien interprétés et agréables par l'entrain de la musique. Certains ne seront pas étrangers aux anciens Para Français (« Westerwald » ou « Nous partons contre l'Angleterre » en particulier).

● **Lo Cicero chante Brasillach (H.F. 23, stéréo compatible, 35 F).**

Le poète ne se présente pas à un lecteur de D. O. L'interprète est un jeune Pied-Noir qui a fait de la prison pour activités O.A.S. C'est un cas car ce jeune chanteur engagé n'est pas du même bord politique que les autres qui se disent « engagés » de Ferrat à Hugues Auffray. Lo Cicéro n'a pas honte d'être blanc et dit que les communistes furent des salauds à Budapest.

Est-ce le fait d'avoir connu la prison comme Brasillach toujours est-il que le chanteur a réussi à mettre de la musique sur les vers du poète ? Une musique qui ne nuit pas au texte mais au contraire lui donne beaucoup de vie.

— Deux des morceaux extraits de « Anthologie de la poésie grecque », « le Mercenaire » d'une part et « Quand je bois du Vin » d'autre part ont une très bonne musique, alerte, vive qui reflète bien la joie du poète.

— Des « Poèmes écrits avant 1944 », je retiendrai surtout « Le Noël des captifs » car la beauté et la pureté du texte sont remarquablement mises en valeur.

Enfin, les autres morceaux sont tirés des « Poèmes de Fresnes ». Vous apprécierez la belle musique de « l'enfant honneur » qui est un très beau poème qui parle du « courage avec la gaieté ». Vous retiendrez le rythme lourd et martelé qui s'accorde bien au « camarade ». Vous souffrirez avec « Mon pays me fait mal » où on parle de « double jeu », « de fables d'esclaves » et « de sang qui le lave ». Vous serez ému avec « les noms sur les murs » en entendant l'auteur parler de « fraternels adversaires » et de « Si demain la vie est permise ». Vous noterez le texte amer, son humour noir dans « Bijoux » que Lo Cicero a su également bien mettre en musique.

Ce disque est une réussite : Lo Cicero non seulement n'a pas massacré le texte mais encore a su lui donner une musique convaincante. Pour faire un tel disque, il fallait être courageux : Brasillach est à l'index ; en outre, l'industrie du disque est si conformiste, si liée à la mode du moment, si soumise aux supports publicitaires que seul le chanteur pro-vietcong ou procastriste est soutenu. Aussi, vous ne serez pas surpris de savoir que ces chansons ne sont pas programmées sur les radios tant nationales que périphériques. Comme, croyez-moi, ce disque en entier vaut tous les Aragon ou Coc-teau dits ou chantés par Montand et autres Reggiani, si vous aimez la poésie achetez vite ce disque.

● « **La Révolution Irlandaise** » (Voix et Chants) (H.F. 17, coffret de 2 disques 20 cm, 60 F).

En outre, y est joint un livret qui retrace les points essentiels de la lutte constante des Irlandais contre les Anglais à travers les siècles. On y trouve aussi les textes en anglais et la traduction en français des discours ou des chants.

La qualité de l'ensemble est si remarquable que je vous rappelle qu'il a été lauréat du « Prix du Disque Celtique pour 1969 ».

Vous y trouverez des discours de Churchill ou de Lloyd George, vous y entendrez les rares chefs survivants raconter l'histoire de la Révolution Irlandaise, celle qu'ils ont connue, celle qu'ils ont faite. Vous y noterez des poèmes de 2 grands écrivains irlandais Jeats et Sean O'Casey qui glorifient les combattants de la liberté.

Vous y écouterez surtout les splendides chants ou ballades. C'est mieux que les meilleurs folk-songs si à la mode, c'est supérieur aux chansons du Far-West. Les artistes sont très

bons ; les chœurs sont de grande classe et quand Kay Hart interprète « Lonely Banna Strand » j'estime qu'elle égale, au moins, la meilleure Joan Baez.

Yann BEUZEC

Thomas MOLNAR, « Sartre, Philosophe de la contestation »
(Editions du Prieuré, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e)).

Des « Deux Magots » à la station Saint-Michel, on nous présente Sartre comme un nouveau Saint-Just doublé d'un Platon cartésio-pascalien athée mais mêmes les piaffements de ses épigones n'empêchent pas qu'il rappelle beaucoup plus, dans l'intelligence particulière à la matière, Victor Cousin que ces prestigieux maîtres, l'ennui étant accompagné dans ce cas d'une méchanceté biliaire à l'endroit de ceux qui osent mettre en doute sa bonne parole. Je comprends mal que M. Thomas Molnar ait usé son talent à l'étude d'une œuvre qui, somme toute, n'a marqué son époque non par sa grandeur et sa force mais par comparaison à la petitesse et l'énorme médiocrité des autres productions concurrentes. Sartre n'est pas plus un demiurge qu'il n'est ce guide des intelligences que certains voudraient nous faire accroire. Homme lige de la Feldkommandatur puis des fidèles du Kremlin pour les protections et soutiens obtenus, il s'abîme aujourd'hui dans la défense de la paix unilatérale, connaissant avec un art consommé de la publicité et des circonstances le moment où il convient de s'apitoyer ou au contraire de prêcher la croisade, utilisant à merveille les Droits de l'Homme pour les uns et les excuses faciles des caryatides d'échafaud pour les autres.

En fait, en y regardant de plus près, on s'aperçoit facilement que notre « penseur » menacé d'Obsèques Nationales a une vocation d'agent trieur des intelligences selon qu'elles participent ou non aux luttes aujourd'hui traditionnelles contre le fascisme, le colonialisme et tous leurs dérivés capitalistes ; selon qu'elles s'imposent ou non par leurs côtés anti-bourgeois. Ainsi que le souligne très justement l'auteur, Sartre se présente comme étant le champion prophétique de l'anti-bourgeoisie, confondant toutes ses haines pour mieux combattre notre société. Il y a d'ailleurs dans cette aversion une certaine indécence car dans le même temps où il espère la mort de ce monde, il n'en jouit pas moins de tous les avantages qu'il procure.

Jean-Paul ROUDEAU

Robert Brasillach vingt-cinq ans après

Il y a vingt-cinq ans, le 6 février 1945, avait lieu au fort de Montrouge l'exécution du jugement inique qui condamnait à mort le jeune écrivain Robert Brasillach, alors âgé de trente-cinq ans, en raison des idées qu'il avait exprimées pendant l'occupation dans ses articles des hebdomadaires **Je Suis Partout** et **Révolution Nationale**. Le jugement fut exécuté, après le rejet du recours en grâce par le général de Gaulle, malgré une pétition signée par tous les écrivains importants de cette époque. Nous rappelons que les responsables de cet assassinat juridiques sont le colonel Charles de Gaulle, général à titre temporaire, chef du gouvernement provisoire de fait non sanctionné à cette date par le suffrage du peuple français, puis Vidal, président de la cour de justice, et Riou, Grisonnet, Desvilletes, van der Becken, jurés. Le siège du ministère public était occupé par Reboal, avocat général, requérant sur ordre. Le procureur général était André Boissarie, avocat. La défense de Robert Brasillach avait été assurée par Jacques Isorni, assisté de M^e Mireille Noël, M^e Simone Frère et M^e Marcel Hubert.

La famille de Robert Brasillach a demandé qu'aucune manifestation spéciale ne marquât ce vingt-cinquième anniversaire. Voici les raisons qu'elle nous a données. Elle souhaite que le nom de Robert Brasillach n'apparaisse pas comme lié à une certaine position politique ou aux groupes qui le représentent. Robert Brasillach appartient à tous ceux qui l'aiment et qui

se reconnaissent en lui, quelles que soient leurs convictions politiques. Son œuvre exprime l'amour de la vie, de la tendresse, de l'amitié, le courage devant la vie, la poésie des êtres et des sentiments. Si, après vingt-cinq ans de silence de la grande presse et de la radio, on connaît encore son nom et on lit encore ses livres, ce n'est pas seulement à cause de son destin tragique, c'est parce que des jeunes gens se plaisent à retrouver dans ses livres une image d'eux-mêmes ou de ce qu'ils voudraient être. Ces dons que porte son œuvre, ils sont offerts à tous. Ce bonheur d'être jeune et d'accueillir la vie avec joie est beaucoup plus qu'une position politique en un temps où l'on circonvient la jeunesse pour la faire renoncer au respect d'elle-même et lui faire accepter, sous le nom de liberté, le cynisme, le dégoût d'elle-même et finalement le désespoir.

X X X

Le gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 936.

«

E

gr

L

ave

Pou

St-F

Fran

Paris

- UN ANTIBOLCHEVISME FAROUCHE...
- UN ANTIGAULLISME FEROCÉ...
- UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE...

L'ÉLITE EUROPÉENNE

« Mensuel à la pointe du combat nationaliste et populaire »

Ecrivez **TOUS** dès aujourd'hui pour recevoir un spécimen gratuit de l'Elite Européenne, 62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

CAHIERS DES AMIS DE

Robert BRASILLACH

LE FASCICULE N° 14

vient de paraître

avec des articles de :

- Willy-Paul ROMAIN
- Pierre FAVRE
- Ginette GUITARD-AUVISTE

et une analyse des principaux travaux universitaires consacrés à l'œuvre de Robert Brasillach.

Pour tous renseignements écrire à Pierre FAVRE : Case St-François 1214-1002 Lausanne (Suisse) ou pour la France : M^{me} LEGASTELOIS, 13, rue des Montibœufs, Paris (20^e)

Vient de paraître

Thomas MOLNAR

Professeur à l'Université de New-York

SARTRE

philosophe de la contestation

Une pénétrante étude, très complète par son information et très objective de ton, la meilleure présentation qui existe actuellement de la pensée de Sartre : elle en montre parfaitement le caractère passionnel, les prémices contre nature et les inévitables aboutissements idéologiques qui font de Sartre, malgré son désir d'indépendance, un satellite de la pensée marxiste.

Un volume in-16 Jésus de 240 pages 16 F

(Edition originale numéro sur Alfa 45 F)

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, Paris (6^e) - C.C.P. 2182-19 Paris